

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2016

SOMMAIRE

« RELEVER LE DEFI DE L'ÉQUILIBRE,
POUR LES USAGES D'AUJOURD'HUI
ET LES ENJEUX DE DEMAIN »



La CACG
soutient l'artiste
Manu Topic

ÉDITO

P. 4 – 5

ESSENTIEL

P. 6 – 7

RSE

P. 8 – 9

1

P. 10 – 17

TERRITOIRES
Accompagner
le développement

2

P. 18 – 29

EAU
Des savoir-faire au service
de la ressource

3

P. 30 – 39

ENVIRONNEMENT
Répondre
aux nouveaux enjeux

4

P. 40 – 49

INTERNATIONAL
Développer
nos partenariats

CONSEIL
D'ADMINISTRATION

P. 50 – 51



LA CACG, ENTREPRISE DES TERRITOIRES

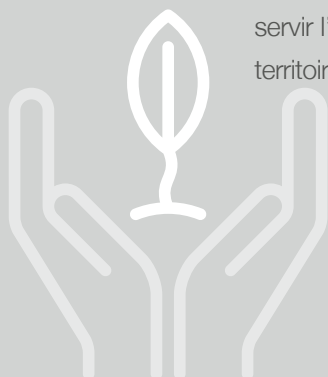


L'année 2016 signe un tournant dans l'histoire de la CACG. Les membres du Conseil d'Administration ont validé son nouveau projet stratégique. Sur la période 2017-2021, nous nous engageons à développer un modèle

innovant **d'entreprise des territoires.**

La CACG se positionnera au plus près des acteurs des territoires – collectivités, créateurs d'entreprises, agriculteurs et PME agroalimentaires – qui se mobilisent pour créer des emplois, valoriser l'identité des régions, dynamiser la vie économique locale. Nous mettrons notre expertise à leur service pour renforcer les initiatives individuelles et collectives ! La CACG se mobilisera aussi pour valoriser sa mission de gestion de l'eau au service de l'environnement. Le projet d'entreprise que nous soutenons est ambitieux, à la mesure des défis d'un territoire en transition : changement climatique, maîtrise budgétaire, transferts de compétences, attentes sociétales et environnementales... Il a un double objectif : servir l'intérêt général et faire de la CACG une entreprise des territoires toujours plus performante.

Pierre Cheret,
Président du Conseil
d'Administration de la CACG



RELEVER LE DÉFI DE L'ÉQUILIBRE

Une sécheresse historique, particulièrement longue, a marqué l'année 2016. Avec pour conséquences : une forte pression sur l'eau et le défi de maintenir la biodiversité dans les milieux. Il s'agit là de manifestations très concrètes du

changement climatique.

Cette crise – qui ne doit plus être considérée comme exceptionnelle – a confirmé que nous étions capables de mobiliser tous nos savoir-faire pour partager l'eau de façon équitable, tout en répondant aux enjeux économiques et environnementaux du territoire. En tant que gestionnaire de l'eau, nous avons un objectif majeur : préserver les équilibres existants. En tant qu'aménageur, nous construisons les équilibres de demain, en phase avec les attentes des usagers. Plus que jamais, dans ce contexte fragilisé, la CACG mise – via son équipe Recherche & Développement – sur des solutions toujours plus innovantes pour économiser la ressource, la transformer en énergie, en faire un levier de dynamisme des territoires.

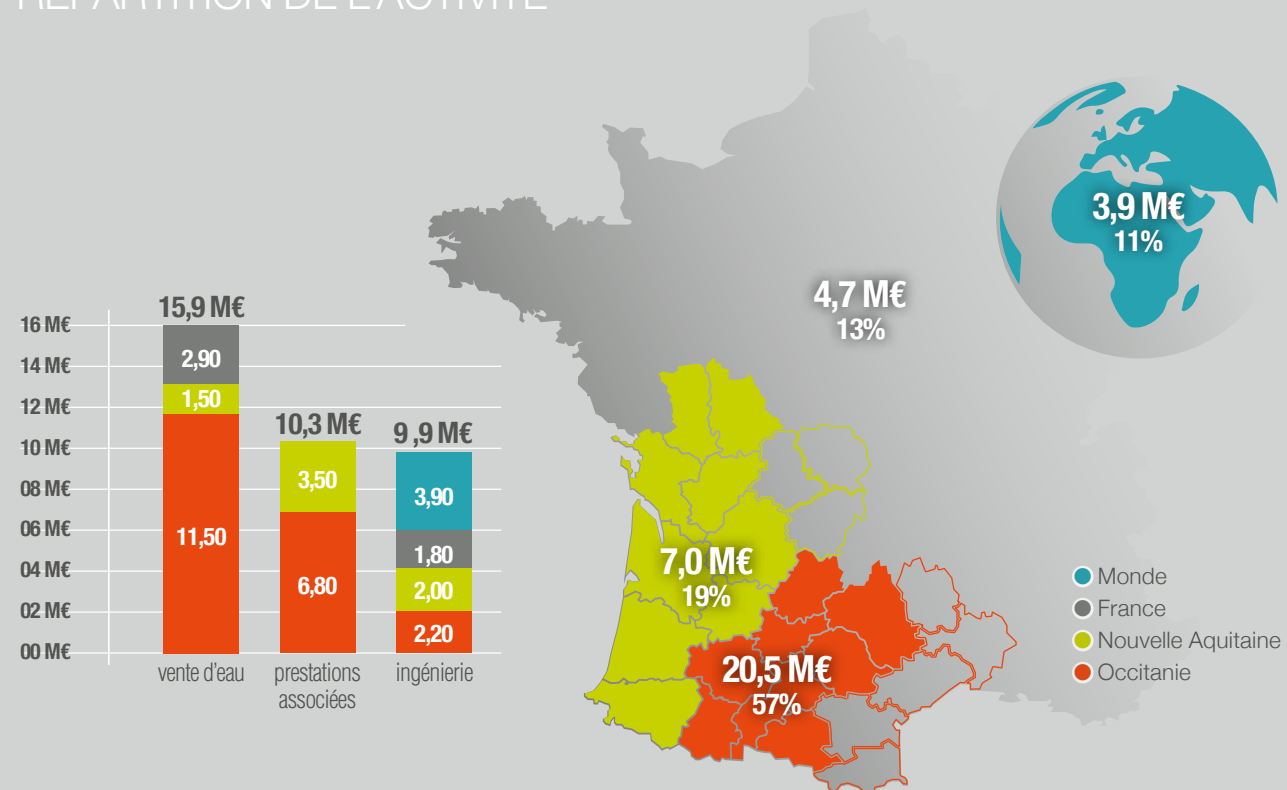
Alain Poncet,
Directeur général de la CACG



ESSENTIEL



RÉPARTITION DE L'ACTIVITÉ



CHIFFRES CLÉS

- ▶ **210** salariés
- ▶ **85** métiers
- ▶ **7** agences
 - Sud Ouest et Ouest de la France
 - Siège social à Tarbes
- ▶ **1** filiale CA17 International (La Rochelle)
- ▶ **500** millions de m³ d'eau gérés par an
- ▶ **7 300** interventions de maintenance sur des ouvrages hydrauliques
- ▶ **3 500** km de rivières réalimentées
- ▶ Interventions dans plus de **20** pays

LUTTER CONTRE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATION

La CACG a signé la Charte de la Diversité dès 2014. Engagée dans cette dynamique aux côtés de la Fondation Agir Contre l'Exclusion (FACE), elle a lancé plusieurs actions en 2015 et 2016 pour renforcer l'égalité homme/femme, la non-discrimination à l'embauche (jeunes, seniors...), l'insertion des personnes en situation de handicap...

OBJECTIF 2016 : rapprocher les jeunes de l'entreprise. La CACG a participé à la Conférence de la Politique de la Ville à Tarbes. Elle a été sollicitée pour témoigner sur l'insertion des jeunes dans l'entreprise. Finalité : identifier les freins des recruteurs mais aussi des jeunes. Forte de cette expérience, FACE s'est vue déléguer l'accompagnement d'une cinquantaine de jeunes des quartiers prioritaires de Tarbes. En tant que membre de l'association, la CACG co-animera plusieurs séances d'initiation au monde de l'entreprise au travers notamment de visites de terrain.



Angèle Moll,
Directrice des Ressources
Humaines

Nos procédures de recrutement sont très encadrées. Les entretiens d'embauche sont systématiquement réalisés par 2 personnes au minimum : un représentant des ressources humaines et un opérationnel. Nous ne laissons ainsi aucune place au jugement aléatoire. Pour tous les candidats, nous utilisons une grille d'évaluation dont le canevas est strictement identique ».

À SAVOIR

LA CACG EST MEMBRE DE FACE
La Fondation Agir Contre l'Exclusion est née en 1993 à l'initiative de 13 grands groupes français. En 2016, elle réunissait 250 entreprises.
OBJECTIF : favoriser l'innovation sociale et lutter contre les exclusions sociales. Alain Poncet, directeur général de la CACG, est un membre actif du Club Face Pays de l'Adour.



FAVORISER LA MIXITE SOCIALE

Depuis trois ans, la CACG soutient l'association Femmes Initiative Laubadère qui œuvre pour l'insertion des habitantes du quartier Laubadère de Tarbes, avec un concept de restauration rapide de qualité. Elle lui apporte son expertise sur les problématiques Ressources Humaines et lui assure un certain nombre de « couverts » (déjeuners des groupes en journées de formation...). ▲

INTEGRER LE HANDICAP

Le maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap est une priorité. En 2016, la CACG a notamment fait appel à un groupement d'entreprises adaptées, Hotravail, qui emploie plus de 90 % de personnes en situation de handicap en particulier pour les travaux de débroussaillage et jardinage. ▲



AGIR POUR L'ENVIRONNEMENT

SEPTUORS 2016 – La CACG a été récompensée dans la catégorie Environnement pour son action au quotidien et son engagement en matière de gestion des ressources en eau dans un contexte de réchauffement climatique. ▲



PROTEGER LES ABEILLES



Les ruches s'invitent au bureau !

Dans le cadre de la démarche RSE 2016, la CACG s'est engagée dans un partenariat avec l'apiculteur tarbais, Gérard Schiro. Ce dernier a installé deux ruches sur le site, à proximité des bureaux. Fin avril 2016, les membres de deux colonies ont été « invités » à emménager dans leur nouvel habitat aux couleurs de la CACG.

Des terrains pour les apiculteurs !

Consciente des difficultés économiques et écologiques posées par le déclin des populations d'insectes pollinisateurs domestiques ou sauvages, la CACG a décidé de mettre des terrains à disposition des apiculteurs professionnels pour l'installation de ruches. ▲



TRIER LES DECHETS

Tous les mois, sur chaque site, un « ¼ d'heure sécurité » réunit les équipes Exploitation.
Objectif : faire émerger des idées pour améliorer la qualité, réduire les risques et s'inscrire dans une démarche de développement durable.

En 2016, un « ¼ d'heure sécurité » sur le tri des déchets a permis de concrétiser plusieurs bonnes pratiques : bacs de rétention pour le stockage des produits dangereux (Cazères), procédure « Repli chantier » avec un « point zéro » de la propreté des sites (Bruch)... ▲

ZOOM SUR LE PARTENARIAT CACG-RESTOS DU CŒUR

En Vendée, les plantations arboricoles de la retenue de Mouzeil-Saint-Martin au cœur du Marais Poitevin, ont été confiées aux Restos du Cœur. Avec une équipe de personnels en réinsertion, l'association a réalisé un verger de 210 pommiers et 96 noyers. La CACG a financé la totalité du projet. Elle a fourni les plants, le matériel pour la clôture, la plantation, la mise en irrigation et l'eau. Les Restos du Cœur assurent toutes les opérations d'entretien, de récolte et de commercialisation des fruits.



TERRITOIRES

Accompagner le développement

À l'écoute des porteurs de projets et des problématiques locales, la CACG accompagne les acteurs des territoires. Sur le terrain, elle apporte du conseil, des compétences, des solutions innovantes pour qu'ils concrétisent leurs idées. Elle intervient dans trois domaines clés de la nouvelle dynamique des territoires : le développement des filières agroalimentaires (recherche de financements, production, maîtrise d'œuvre des bâtiments...), la mise en œuvre des nouvelles compétences des collectivités, la modernisation de l'irrigation. Objectif : construire des activités responsables et créatrices d'emplois.

👉 L'APPUI AUX PORTEURS DE PROJETS

p. 12-13

👉 L'EXPERTISE AGROALIMENTAIRE

p. 14-15

👉 LA MODERNISATION DE L'IRRIGATION

p. 16-17



L'APPUI AUX PORTEURS DE PROJETS



PAYS TOY (65)

La CACG accompagne les travaux de prévention des crues

CONTEXTE – En 2013, une crue exceptionnelle provoquait des dommages sans précédent dans la vallée du Bastan. Depuis 2014, la CACG accompagne le SIVOM du Pays Toy, maître d'ouvrage des travaux, dans ses démarches administratives, financières et techniques.

BILAN 2016 – Le SIVOM du Pays Toy a bouclé la quasi-totalité des travaux de reconstruction post-crue. Sur trois ans, il a engagé près de 34 millions d'euros dans la restauration des rivières et la protection des abords.

TRANSFERT DE COMPÉTENCE – Au 1^{er} janvier 2017, le Pôle d'Équilibre Territorial et Rural-Pays de Lourdes et des Vallées des Gaves (PETR-PLVG) a pris le relais du SIVOM dans le cadre de la loi Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GeMAPI). Les futurs travaux – un investissement de 8 millions d'euros – seront réalisés au titre du Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI 1) du PLVG. ▲

ZOOM SUR LA COMMUNE DE CHÈZE



CHUTES DE PIERRE !

La CACG a été sollicitée par la commune de Chèze (65) pour une prestation d'assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre des travaux de sécurisation des gorges menant à Luz. Un chantier spectaculaire engagé en 2016, en lien étroit avec la Sous-Préfecture d'Argelès-Gazost et les services du Conseil départemental 65.



(R&D) INGENIERIE TERRITORIALE

Nouvelles pratiques

Romain Carrausse, géographe, a intégré la CACG pour une durée de trois ans (2016-2019). Sous la direction de Xavier-Arnaud de Sartre, chercheur au CNRS et directeur-adjoint du laboratoire PASSAGES (Université de Pau et des Pays de l'Adour), il réalise une thèse sur « **La CACG au regard des changements globaux : stratégie d'adaptation et développement de compétences** ». Ses travaux ont pour objectif de faire évoluer les pratiques de la CACG dans un contexte de mutation institutionnelle et de changement climatique. Trois compétences émergent autour de « l'action d'aménager » : l'ingénierie territoriale, l'ingénierie de participation, l'ingénierie de développement intégré. ▲

TERRITOIRES CONSEILS

En binôme avec la CACG

La CACG a été retenue par la Caisse des Dépôts et Consignations pour des prestations d'expertise et de conseil à Territoires Conseils en tant qu'expert associé sur le volet « Transition écologique et énergétique, levier de développement économique local ».

- Co-animation de journées d'information des élus
- Co-élaboration d'une démarche d'accompagnement pour valoriser les ressources énergétiques des territoires
- Co-animation de démarches d'appui terrain
- Veille sur les stratégies des collectivités dans le champ du développement économique
- Webconférences sur les bonnes pratiques des territoires
- Participation aux rencontres du réseau d'experts. ▲

ACTIONS TERRITOIRE

Une belle dynamique !

L'association Actions Territoire a été créée en juillet 2015, à l'initiative de la CACG et du Crédit Agricole Pyrénées Gascogne, pour favoriser le développement économique, social, culturel et environnemental sur ses territoires d'intervention.

En 2016, ses experts ont été sollicités sur plusieurs initiatives à terme créatrices d'emplois : l'ouverture d'un magasin de producteurs, un investissement dans un club nautique, la mise en œuvre de cultures maraîchères labellisées Agriculture Biologique, une étude de marché sur la niche des skis et des objets de plein air en bois... Depuis septembre 2016, le Commissariat Général à l'Égalité des Territoires lui a aussi octroyé un financement pour accompagner l'émergence de projets sur les thématiques Bois et Tourisme toujours à l'échelle du massif des Pyrénées (Départements 11, 31, 64, 65, 66). ▲



Le programme d'accompagnement d'entrepreneurs Eticoop m'a mis en contact avec l'association ACTIONS

TERRITOIRE. J'ai pu échanger avec un conseiller sur mon projet – le lancement d'une gamme de skis en bois – et trouver l'expertise nécessaire pour élaborer un prévisionnel réaliste. Grâce à cet outil, j'ai désormais une meilleure visibilité sur le besoin de financement et le seuil de rentabilité à atteindre ». **Jack Fauvel, Villacampa Pyrénées**

FOCUS ENVIRONNEMENT

GREEN RESEARCH, UNE JEUNE POUSSE

La start-up environnementale développe un process pour granuler la matière organique dans une logique circulaire. Une démarche porteuse qui mise sur l'énergie positive. La CACG accompagne l'entreprise Green Research dans sa croissance et son ancrage territorial : ingénierie financière, cohérence globale du projet par rapport à la concurrence, aux besoins du territoire et au gisement existant.



L'EXPERTISE AGROALIMENTAIRE

CONSEIL

TULLE AGGLO (19)

Atelier viandes et légumes : la CACG dimensionne la future unité

Une vingtaine d'agriculteurs du Pays de Tulle (Corrèze) sont impliqués dans la création d'un atelier collectif de transformation, conservation et distribution. Une unité qui permettra de privilégier les circuits courts plus rentables, de développer l'emploi, d'attirer des jeunes sur la niche du maraîchage. En 2016, la CACG a été mandatée par Tulle Agglo pour réaliser une étude de faisabilité : analyse du marché, animation et accompagnement du collectif d'agriculteurs, prévisionnel économique. Un potentiel de 100 tonnes par an de viandes à découper et transformer a été identifié, ce qui pourrait permettre l'embauche de 4 à 7 salariés. ▲

FOCUS CONSEIL

MISSION AGROALIMENTAIRE PYRÉNÉES Une équipe-conseil

La MAAP accompagne le développement des territoires et des acteurs agroalimentaires depuis 1982. En 2016, le dispositif MAAP - porté par la CACG, financé par le Commissariat Général à l'Égalité des Territoires (CGET) et la région Nouvelle Aquitaine - a soutenu plusieurs projets sur le massif. Il a mobilisé ses expertises pour :

- Monter un Programme Interreg V-A Espagne-France-Andorre (POCTEFA) dédié à l'emploi,
- Organiser un séminaire étiquetage,
- Accompagner la transformation de la Maison de l'agroalimentaire du Couserans,
- Structurer la filière viande dans la Haute Vallée de l'Aude,
- Etudier le potentiel commercial de produits carnés pyrénéens sur l'agglomération toulousaine.

ZOOM SUR LES ATELIERS DE TRANSFORMATION COLLECTIFS



En 2016, la CACG a dressé une cartographie des ateliers de transformation collectifs du massif des Pyrénées. Objectif de ce recensement ? Identifier les équipements accessibles sur chaque zone géographique (produits transformés, matériels, capacité de production...) pour mieux orienter les porteurs de projets et les financeurs, pour mutualiser et mutualiser les investissements. L'équipe a visité 20 ateliers : 2 dédiés au fromage, 1 pour le miel, 2 pour les fruits et légumes, 10 pour la viande-charcuterie, 1 pour le piment, 3 multi-produits. ▲



MAÎTRISE D'ŒUVRE

CHARCUTERIE MAYTE (64)

Le nouvel atelier sort de terre

La famille Mayté perpétue la tradition de la charcuterie basque depuis 1884. Les générations se succèdent, l'entreprise poursuit son développement. Eric et Sylvie Mayté, aux commandes depuis 1995, ont rapidement envisagé la construction d'un nouvel atelier de fabrication de charcuteries cuites, de conserves et de petites salaisons. Dès 2014, ils ont engagé des démarches auprès de la Communauté de Communes de Garazi Baigorri pour réserver un lot de 6 000 m² sur la ZA intercommunale de Saint-Jean-le-Vieux. **La CACG a été retenue pour deux missions :** l'assistance à maîtrise d'ouvrage au travers de l'ingénierie financière du projet (dossiers demande de financement, assistance à la rédaction du dossier de déclaration ICPE) mais aussi la maîtrise d'œuvre complète des travaux : la construction d'un atelier de 1 700 m² agréé CEE (livraison avril 2017) et le réaménagement des anciens locaux (livraison septembre 2017) qui seront destinés à la production des jambons et à la vente directe. ▲



Éric et Sylvie Mayté

« Lorsque nous avons décidé de nous agrandir, nous avons tout naturellement fait appel à l'expertise de la CACG qui avait déjà mené à bien plusieurs projets de ce type dans l'agroalimentaire. Pour une PME comme la Charcuterie Mayté, c'était important de pouvoir s'appuyer sur une équipe solide, expérimentée et compétente. Nous avions besoin d'être accompagnés sur deux volets du projet : l'assistance à maîtrise d'ouvrage mais surtout la maîtrise d'œuvre. Aujourd'hui à mi-parcours, quand nous mesurons le travail effectué par la CACG, nous n'avons aucun regret. C'était le bon choix ! »



SICA LE PORC NOIR

À Louey (65) une capacité de 80 porcs par jour

Le nouvel atelier de découpe de la Société d'Intérêt Collectif Agricole (SICA) Le Porc Noir a été livré comme prévu en juillet 2016. La production (12 tonnes par jour) a pu démarrer dès le mois de septembre. La CACG a assuré les prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage (étude de programmation, ingénierie financière, gestion des marchés) et de maîtrise d'œuvre (étude de conception et de suivi des travaux). Elle a réussi à optimiser le budget de construction, bouclé à 1,5 million d'euros pour un montant estimé à 1,7 million d'euros au stade projet. **La filière Porc Noir renforce sa visibilité.** Le projet a permis de regrouper, sur un même site (Parc d'Activités Pyrène Aéroport), un atelier de découpe, des bureaux et le siège du Consortium du Noir de Bigorre. ▲



MAISON MONTAUZER (64)

Deux scénarios d'agrandissement

La Maison Montauzer souhaite mettre son atelier de Guiche à niveau pour développer la fabrication de conserves et la production de jambons de Bayonne (IGP) et Ibaïama. Une mission de maîtrise d'œuvre complète – conception et suivi des travaux – a été confiée à la CACG sur la base de deux scénarios : l'extension de l'actuel atelier de 1 000 m² ou la construction d'un site nouvelle génération de 1 700 à 2 000 m². ▲

LA MODERNISATION DE L'IRRIGATION



CONSEIL

CANTON DE SARAMON (32)

L'ASA veut moderniser son dispositif d'irrigation

L'Association Syndicale Autorisée (ASA) de drainage et d'irrigation du Canton de Saramon, créée en 1987, regroupe aujourd'hui 25 propriétaires et 7 irrigants pour une surface irriguée de 228 hectares. Soucieuse de faire des économies d'eau et de maîtriser sa consommation énergétique pour diversifier ses cultures, elle a fait appel à l'expertise de la CACG pour un projet de modernisation-restructuration de ses installations. L'audit-diagnostic de la CACG a préconisé : la suppression des groupes électriques et diesels, la création de deux périmètres (Saramon et Saint-Elix) avec chacun leur station de pompage collective, un point de livraison pour chaque irrigant, une maîtrise du débit et de la pression... A l'étude ! ▲

TROIS QUESTIONS À...

NICOLAS LABORDE
Chargé de mission
Irrigation



Pourquoi faire appel au conseil irrigation de la CACG ?

Pour se doter du dispositif le plus adapté. Dans un contexte de « rareté de l'eau », les experts en irrigation de la CACG accompagnent les agriculteurs pour mieux valoriser l'eau pompée, évaluer les besoins de culture. Les gestionnaires, pour leur part, attendent du conseil sur l'ajustement des débits d'eau pour compenser la demande agricole.

Concrètement, en quoi consiste cette démarche ?

Personnellement, j'apporte des conseils sur un échantillon de 25 parcelles réparties sur le département du Gers, soient cinq périmètres ayant chacun leurs caractéristiques pédoclimatiques. La CACG, en partenariat avec la Chambre d'Agriculture du Gers, suit la culture du maïs depuis 2003, celle du soja depuis 2016. Des bilans hydriques par parcelle sont produits toutes les semaines, sur la base des données d'évaporation (sol et plantes) observées localement et des stades culturaux. Objectif : irriguer à la juste mesure pour préserver la ressource en eau.

Le futur ?

Des projets R&D qui vont permettre de développer la télédétection, des modèles de prévision météo plus performants, des solutions pour fournir des éléments en temps réel.

MAÎTRISE D'ŒUVRE

ASA MIRADOUX (32)

35 000 m³ d'eau économisés dès la première année

En 2012, l'ASA Miradoux – 16 irrigants, 217 hectares – a sollicité la CACG pour réaliser un audit-diagnostic de la station de pompage et du réseau de distribution installés au milieu des années 1990. La démarche a débouché sur un projet de modernisation visant à pérenniser les installations mais aussi générer des économies d'eau et d'énergie. L'accompagnement en ingénierie financière de la CACG a permis à l'ASA de monter un

projet éligible, financé par la région Occitanie et le FEADER (Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural) à hauteur de 80 %. L'ASA a aussi confié à la CACG la maîtrise d'œuvre du projet : modernisation de la station de pompage, renouvellement des appareillages de protection du réseau de distribution, installation de compteurs communicants nouvelle génération (CALYPSO). ▲



Didier Taste,
président de l'ASA
de Miradoux

Les résultats dépassent les prévisions. En 2016, les équipements rénovés, associés à l'installation de compteurs CALYPSO, ont permis à l'ASA d'économiser 35 000 m³ d'eau en améliorant notre rendement primaire et 23 % d'énergie, soit une économie de l'ordre de 9 600 euros sur ce poste ». ▲

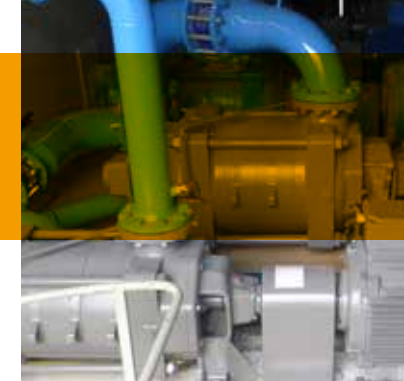
ASA DE CERAN (32)

Un projet économe en énergie

Opérationnel depuis plus de 35 ans, le dispositif d'irrigation de l'ASA de Céran a fait l'objet d'un audit-diagnostic de la CACG en vue d'une modernisation. L'aménagement réalisé avant la campagne 2016 a notamment permis :

- La mise en place de systèmes de démarrage de pompes économes en énergie
- Le remplacement de l'automate devenu obsolète par un modèle nouvelle génération permettant d'affiner la régulation
- Une télétransmission pour le suivi et la commande à distance
- La fourniture et pose de 125 débitmètres ultrasons CALYPSO
- La maintenance des installations.

La CACG a assuré une prestation de maîtrise d'œuvre et d'ingénierie financière entre novembre 2015 et avril 2016. Sur la première année de mise en service des nouveaux équipements, l'ASA a réalisé une économie d'énergie de 12 % (180 000 kWh économisés, soit 14 400 euros par an). ▲



ASA DES TERRASSES DU TARN (82)

40 exploitations, 1000 hectares à irriguer

L'ASA des Terrasses du Tarn a confié une étude de modernisation de ses installations à la CACG. Ses objectifs ?

- La rationalisation des coûts énergétiques
- L'amélioration et sécurisation des installations
- L'optimisation de l'utilisation et de la gestion de l'eau

Après une première tranche de travaux en 2013 sur la station de pompage, l'ASA a engagé un second chantier début 2016, conformément aux préconisations du diagnostic de la CACG : modernisation des appareillages de distribution et de comptage (vannes, régulateur de pression, compteurs), renouvellement des appareils de protection des réseaux. Plusieurs compteurs Calypso sont en test sur une partie du réseau. Si les résultats sont satisfaisants, ils seront installés sur l'ensemble des points de livraison.

OBJECTIF : les 40 exploitants devraient économiser 180 000 m³ d'eau par an, un potentiel calculé sur la base des consommations des 5 dernières années. La consommation énergétique devrait quant à elle diminuer de 10 %. ▲





EAU

Des savoir-faire au service de la ressource

Reconnue pour sa compétence pointue en gestion des eaux, la CACG a su faire du Système Neste un modèle d'équilibre dans un contexte de forte pression sur la ressource. L'enjeu ? Relever le défi du changement climatique, dans le respect d'un partage équitable : eau potable, biodiversité, irrigation, industrie, pêche, tourisme, hydroélectricité... A travers ses programmes de Recherche & Développement, la CACG se mobilise également pour favoriser les économies d'eau.

➤ GARANTIR LES USAGES DE L'EAU

p. 20-21

➤ GERER AU QUOTIDIEN

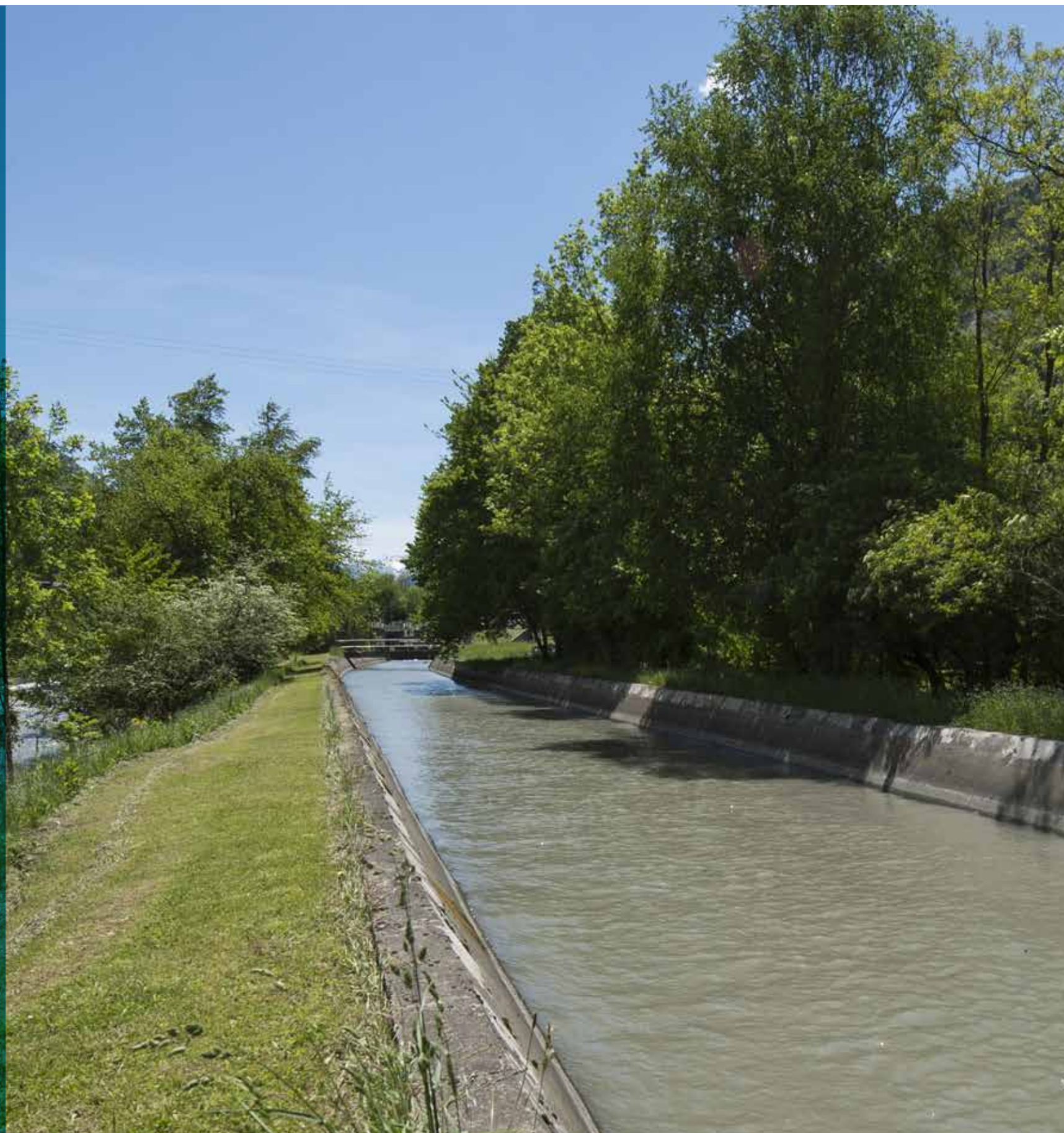
p. 22-23

➤ RECHERCHE & DÉVELOPPEMENT : des projets pour « économiser l'eau »

p. 24-25

➤ ASSURER L'ENTRETIEN ET LA SÉCURITÉ DES OUVRAGES

p. 26-29



GARANTIR LES USAGES DE L'EAU

SUR LE CANAL DE LA NESTE

Gérer une ressource sous tension

LE CONTEXTE – Le Canal de la Neste achemine l'eau des montagnes vers les Côtes de Gascogne, une région à cheval sur les départements des Hautes-Pyrénées, du Gers, de la Haute-Garonne et du Lot-et-Garonne. Sur ce territoire marqué par un déséquilibre entre la ressource et les besoins en eau, une gestion fine s'impose pour favoriser l'équilibre et la complémentarité des usages.

27 ANS D'EXPERTISE – Le Canal de la Neste est géré par la CACG depuis 1990 dans le cadre d'une concession d'Etat. ▲

LES ENJEUX

La CACG garantit un partage équitable de la ressource. Les objectifs sont multiples : fournir de l'eau potable à plus de 280 000 habitants, assurer le soutien d'étiage des rivières, irriguer 50 000 hectares de terre en période, garantir 6 millions de m³ par an à l'industrie, préserver les activités de tourisme (loisirs et pêche) et d'hydroélectricité.



À SAVOIR

6 TECHNICIENS
veillent au quotidien
sur le Canal
et ses rigoles.



Préserver un patrimoine d'exception

Le Canal de la Neste est un ouvrage au service de l'intérêt général. Construit, il y a plus de 150 ans, c'est aussi un patrimoine à protéger.

► **1846**
loi de déclaration d'utilité publique
du Canal de la Neste.

► **1848-1862**
création du Canal de la Neste.

► **1863**
première mise en eau.

► **1906**
définition des tarifs
et usages de l'eau.

► **1960**
concession d'Etat
Gestion Système Neste à la CACG.

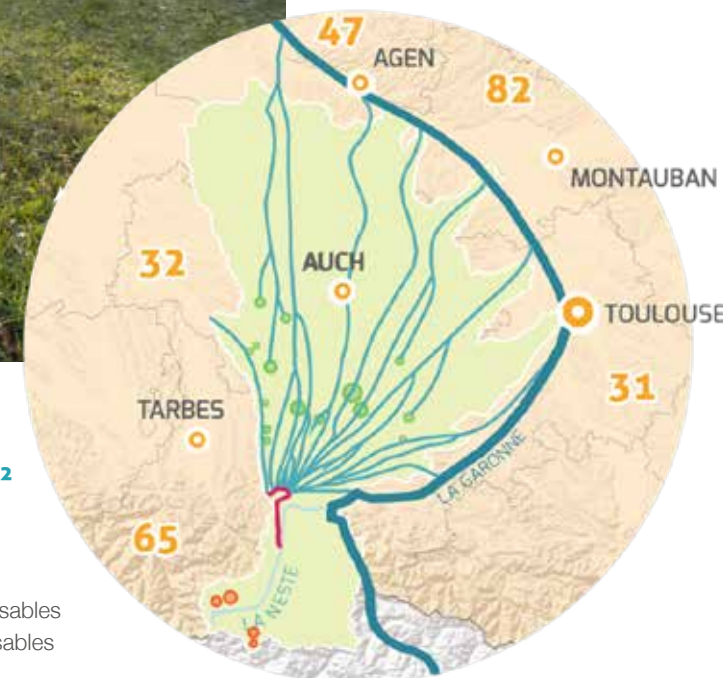
► **1988**
création de la Commission Neste.



LE SYSTÈME NESTE

Vital pour un territoire de 8 400 km²

- 1 canal de 29 km
- 17 cours d'eau réalimentés, soit 1 350 km de rivières
- 4 réserves de montagne, 48 millions de m³ d'eau mobilisables
- 15 réserves de piémont, 70 millions de m³ d'eau mobilisables
- 90 kilomètres de rigoles.



Apporter des solutions innovantes

Près de 70 % de l'eau gérée par la CACG va au soutien du milieu, 30 % est consacré aux usagers : eau potable, irrigation, industrie, tourisme et loisirs...

Afin de ne lâcher dans les rivières que l'eau nécessaire à la satisfaction des besoins de chaque acteur, la CACG applique à l'ensemble du système Neste une gestion fine qui repose sur 3 « piliers » :

- **La technologie** : le système est télégéré en temps réel depuis notre Centre de Gestion des Eaux, à Tarbes.
- **La concertation** : la Commission Neste, véritable « parlement de l'eau », regroupe l'ensemble des parties prenantes du système Neste.
- **Les contrats** : la CACG signe un contrat avec chacun des 1 500 préleveurs (syndicats d'eau potable, industries, irrigants) du territoire.



ZOOM SUR LA COMMISSION NESTE

La CACG anime la Commission Neste depuis 1988, pour un partage équilibré et solidaire des ressources. Ses 51 membres sont regroupés en 4 collèges : l'Etat, les usagers, les élus, la CACG. Véritable outil de concertation, elle se réunit régulièrement pour garantir à chaque usage une ressource optimisée. En période de sécheresse, elle met en place des « tours d'eau » de manière à assurer les usages économiques : sauvegarder les cultures tardives, réserver le débit nécessaire au milieu naturel et assurer les besoins en eau potable.

GERER AU QUOTIDIEN

ETIAGE 2016

Une sécheresse historique

L'ÉTIAGE – le plus bas niveau des rivières – est sous haute surveillance. Les données enregistrées par la CACG permettent d'optimiser la gestion de l'eau et de faire les lâchers nécessaires.

- Le début de l'année 2016 a été marqué par une forte pluviométrie qui a permis de reconstituer les stocks d'eau manquants suite à un étiage 2015 précocé et long.
- La pluviométrie du printemps a été inférieure à la moyenne.
- Après quelques épisodes pluvieux en juillet, la sécheresse s'est installée, intense jusqu'en novembre, avec des débits naturels faibles, les plus bas enregistrés depuis 1961.
- Les réserves ont été fortement sollicitées pour compenser la faiblesse des débits naturels et garantir des débits en aval suffisamment élevés.

BILAN ! Une sécheresse 2016 particulièrement longue, avec un manque d'eau qui a duré tout l'automne. Ce contexte a nécessité une attention particulière à l'alimentation en eau des rivières jusqu'au début de l'année 2017. Il a fallu soutenir l'étiage bien au-delà des simples besoins en irrigation pour permettre l'alimentation en eau des rivières tout au long de la période et assurer l'alimentation en eau potable des communes. ▲

À
SAVOIR

LES ÉQUIPES DE LA CACG assurent la maintenance et le contrôle des étalonnages par jaugeage d'un parc de plus de 570 stations hydrométriques (mesure de la hauteur d'eau), dont 350 pour son propre compte.

TROIS
QUESTIONS À...

PASCAL CHISNE
Responsable
de la Gestion
des Eaux



Dans votre métier, ressentez-vous les effets du changement climatique ?

Ce que nous remarquons, ce sont de fortes variations météorologiques. Les pluies sont plus intenses et arrivent de façon plus aléatoire. Et nous devons aussi faire face à des épisodes de fortes sécheresses, accompagnés par une diminution des débits naturels habituellement observés. C'est ce qui s'est passé en 2016 ! Ces incertitudes climatiques nous incitent à toujours plus d'anticipation pour libérer les justes quantités d'eau et en optimiser la gestion.

Comment gérez-vous l'eau dans ce contexte ?

Notre expertise en matière de gestion de la ressource s'appuie sur l'expérience et sur l'innovation technologique. La CACG a développé un logiciel qui permet de modéliser les prévisions, en intégrant les relevés de niveaux et de débits, les données météorologiques et l'historique des consommations. De cette façon, l'eau est libérée en parfaite adéquation avec les besoins. Sans gaspillage ! À tout moment, notre dispositif de télégestion nous permet de connaître l'état des ressources : niveaux dans les réservoirs et les rivières, débits restitués, pluviométrie...

Et en cas de sécheresse ?

Nos équipes se relaient 24h/24 pour réagir en temps réel sur les ressources et les besoins en eau. Nous surveillons en permanence les niveaux et les débits pour anticiper la gestion au maximum. Lorsqu'un point de vigilance est identifié, nous réunissons la Commission Neste pour décider, en concertation, des mesures à prendre.

EDF CHOISIT LA CACG

2 lots « Mesures de débits »

La CACG a été retenue pour la réalisation de mesures de débit sur les prises d'eau EDF sur les périmètres du Groupe d'Exploitation Hydraulique Adour et Gaves (Lot 1) et de l'Unité de Production du Sud-Ouest (Lot 2). Les marchés ont été signés en 2016, respectivement sur 3 et 2 ans (2016-2019). Objectif : contrôler que le débit restitué est conforme au débit réservé réglementaire. Chaque prise d'eau fait l'objet d'un rapport contenant une analyse hydraulique. 33 prises d'eau ont déjà été contrôlées en 2016. ▲

RECHERCHE & DÉVELOPPEMENT

Des projets pour « économiser l'eau »

MAISEO (2013-2017)

Moins d'eau pour le maïs



Production phare du Grand Sud-ouest, le maïs est souvent pointé du doigt pour sa consommation en eau. Le projet de R&D MAISEO, lancé par la CACG et plusieurs partenaires (Vivadour, Pioneer, Géosys, Météo France, Cesbio, Laas), prépare les solutions de demain. Il vise une gestion plus intelligente de la ressource. Les prototypes expérimentés en 2016 passeront en phase de déploiement opérationnel en 2017. MAISEO s'appuie sur les nouvelles technologies de prévision météorologiques (de 1 à 7 mois) et de télédétection. « **Le bon volume au bon moment** », telle est l'ambition de cette démarche qui doit permettre de réduire de 20 % la consommation en eau du maïs. ▲

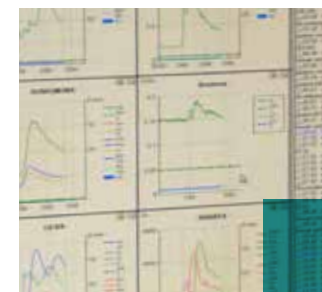


SIMULTEAU (2015-2017)

Modélisation

OBJECTIF R&D : concevoir et développer un modèle de territoire pour la gestion collective de la ressource en eau par les Organismes Uniques. Plusieurs partenaires sont associés dans cette démarche de recherche : la CACG, ARVALIS, l'INRA, l'UMR AGIR, le CNRS, le CESBIO, la Chambre régionale d'Agriculture d'Occitanie, les Chambres départementales d'Agriculture du Tarn, des Hautes-Pyrénées et du Gers.

LES AVANCÉES 2016 ? Le cahier des charges des spécifications fonctionnelles de l'outil a été finalisé, ce qui a permis de développer un prototype d'interface. L'année 2017 sera consacrée à l'élaboration des méthodes de caractérisation du territoire et à la définition des critères de répartition du volume prélevable entre irrigants. ▲



FOCUS PERFORMANCE

LOGICIEL RIO®

La suite logicielle RIO®, développée par la CACG contribue à la réduction des risques liés aux aléas climatiques et aide les gestionnaires de ressources en eau à rendre leurs décisions plus robustes. RIO® permet de valoriser l'ensemble des données disponibles sur un territoire, c'est une aide à la décision et à l'action pour :

- Collecter les données
- Bancariser les données
- Visualiser les informations
- Valider les données
- Modéliser le système
- Communiquer

LES NOUVEAUTÉS 2016 ?

- Le démarrage d'une thèse de modélisation d'une approche à la fois hydraulique et mathématique.
- L'intégration d'un modèle agronomique (AQ YIELD) dans RIO®, un programme de R&D mené en partenariat avec l'INRA. Objectif ? Réussir à comparer les données mesurées par le modèle mathématique interne du logiciel et celles du terrain via les compteurs CALYPSO®.



CALYPSO®

Le compteur « nouvelle génération »

Pour améliorer la gestion de l'eau en irrigation, il faut disposer de données fiables sur les ressources mobilisées et sur la consommation réelle des agriculteurs. Le compteur CALYPSO® à ultrasons, mis au point par la CACG et Yzatec est précis et communicant. Les consommations d'eau relevées sont transmises via le réseau Sigfox. La CACG a développé une application web qui permet à chaque adhérent de suivre ses consommations (journalières et cumulées) en temps réel sur une tablette, un ordinateur ou un smartphone, de programmer des seuils de vigilance, de recevoir des alertes par mail ou sms. Les gestionnaires de réseaux collectifs peuvent ainsi facilement détecter les fuites. ▲



Daniel Lepercq,
Responsable Relation Clients

SUR LA RIVIÈRE ARROS

En 2016, nous avons installé des compteurs communicants CALYPSO® sur l'ensemble des systèmes prélevant sur la rivière Arros (65). Aujourd'hui, les mesures nous permettent de lâcher l'exacte quantité d'eau nécessaire pour répondre aux besoins. Deux bénéfices : mesurer pour mieux gérer, rassurer pour éviter le gaspillage... »

À
SAVOIR

1 765 compteurs CALYPSO
installés en 2016.



ASSURER L'ENTRETIEN ET LA SÉCURITÉ DES OUVRAGES



MAINTENANCE

CANAL DE LA NESTE

Un « chômage » complet en 2016

Tous les 5 ans, le Canal de la Neste est entièrement vidé pendant plus d'un mois pour assurer son entretien et son nettoyage. C'est l'occasion pour les équipes de maintenance de faire les réparations, les travaux de sécurisation, le nettoyage.

Les défis à relever en période de chômage

- Assurer l'alimentation en eau minimale des cours d'eau et de l'usine Arkema. Trois techniciens se relaient 24h / 24 pour assurer le fonctionnement de la station d'Izaux, alors seul trait d'union entre la Neste et le reste des rivières.
- Préserver les espèces piscicoles. Préalablement à l'interruption de l'alimentation en eau du Canal de la Neste, les équipes de la Fédération de Pêche se relaient pour faire des pêches électriques et relâcher les poissons dans les rivières.

Travaux 2016

- Le tunnel des Picharottes (zone de montagne) a été sécurisé suite à un éboulement qui avait arraché le grillage anti-éboulis et endommagé le revêtement de la voute du tunnel.
- 60 journées de travaux électromécaniques ont été nécessaires pour la modernisation de la prise du canal à Sarrancolin. A l'occasion de la mise hors d'eau du Canal de la Neste, l'armoire de commande a été recablée. Un chantier de taille pour cet équipement qui permet de contrôler à distance l'ensemble de l'ouvrage et de piloter les trois vannes principales et les capteurs de niveau d'eau. En suivant, l'automatisme de commande de la passe à poissons a été remplacé fin 2016. ▲



RIGOLE NERE

Travaux de confortement pendant le chômage du Canal de la Neste

La maîtrise d'œuvre et la conduite des travaux ont été assurées par la CACG. Les travaux réalisés : la sécurisation de la rigole par construction ou reprise de murs béton sur les secteurs où elle surplombe des habitations et où de nombreuses infiltrations créent des mouillères dans les parcelles agricoles. Des ouvrages de franchissements de thalwegs et de voiries ont également concernés par ces travaux : mise en place de clapets de sécurité et la réhabilitation des exutoires. ▲



RIVIÈRE SOLLE

Berges végétalisées

Au fil du temps, les crues ont érodé les berges de la rivière avec le risque d'une rupture de conduite et d'alimentation en eau brute des usagers. Les équipements ont été mis à nu en 2016. La réparation a été menée dans le respect des procédures de travaux en rivière. La CACG a pris le parti du « génie végétal » pour la reconstitution des berges. ▲

OUVRAGES EN GESTION MAINTENANCE 2016



65 techniciens
de maintenance

17 électriciens
10 mécaniciens
7 canaliseurs
6 plongeurs scaphandriers
25 agents de secteur



627
sites

80 barrages
19 canaux et rigoles
360 stations de pompage, forages,
surpresseurs
170 stations hydrométriques



Près de 7 300
interventions

1 355 000 km
parcours

139 journées
en plongée

SÉCURITÉ



SÉCURITE DES OUVRAGES

Agrément ouvrages hydrauliques

La CACG est agréée « Ouvrages hydrauliques ». Son agrément a été renouvelé en 2016 pour 5 ans, ce qui l'autorise à intervenir pour son propre compte – sur les ouvrages qu'elle gère – et pour d'autres maîtres d'ouvrages. La CACG est un des rares acteurs français à pouvoir intervenir sur les grands ouvrages de classes A et B et les digues :

- Etudes de faisabilité, de conception et de danger
- Diagnostics
- Maîtrise d'œuvre d'ouvrages neufs
- Révision d'ouvrages existants



BARRAGE DE CLERMONT-POUYGUILLES

Un chantier de mise en conformité

Une mise en conformité du barrage Clermont-Pouyguillès a été décidée suite à une étude de danger qui a confirmé la nécessité de mettre aux normes l'ouvrage. Une mission de maîtrise d'œuvre a été donc confiée à la CACG pour la réalisation des travaux (octobre à décembre 2016) :

- Mise aux normes de l'évacuateur de crue : reconstruction de la partie amont du seuil avec élargissement de la longueur déversante, mise en place d'une passerelle piétonne à la place du dalot.
- Réalisation d'investigations géotechniques et installation d'instruments de mesure suite à un glissement de terrain. ▲

FOCUS ET AILLEURS ?

BARRAGE DE GABAS (64-65) LA CACG RÉALISE DES ÉTUDES DE SÉCURITÉ HYDRAULIQUE

Première étape en 2015 sur cet ouvrage de l'Institution Adour avec une Etude De Danger (EDD) et un Examen Technique Complet (ETC). Seconde étape en 2016 avec la remise du rapport de l'ETC et une revue de sûreté. Cette dernière permet de disposer d'un bilan de comportement du barrage et des barrières de sécurité, pour proposer des actions d'amélioration de la sécurité de l'ouvrage.

FOCUS MÉTIERS

AUSCULTATION

Pas moins de 130 ouvrages sont suivis au quotidien par l'équipe de géotechniciens de la CACG, qui en maîtrisent les risques potentiels : glissements de terrain, brèches, dégradation de l'évacuateur de crues...

Sur le terrain, les visites techniques approfondies (VTA) permettent aux techniciens d'auscultation, de mesurer les débits de drainage et de pressions interstitielles au cœur des ouvrages. Complétées par des données piézométriques, les auscultations prennent également en compte des relevés topométriques réalisés par les topographes.

ÉTUDES, DIAGNOSTICS ET SUIVI DES TRAVAUX

Une équipe pluridisciplinaire a été constituée - hydrologie, hydraulique, géologie, géotechnique, génie civil, hydromécanique, automatismes, environnement - pour réaliser les études de faisabilité, de conception et de danger, envisager la révision d'ouvrages existants et engager la maîtrise d'œuvre de nouveaux ouvrages hydrauliques. En collaboration permanente, tous garantissent la durabilité, la sécurisation et l'évolution des équipements, digues et barrages, dont la CACG a la responsabilité au quotidien.



FOCUS COMPÉTENCE

UNE ÉQUIPE DE PLONGEURS

Diplômés de l'Institut National de Plongée Professionnelle, les mécaniciens et électromécaniciens scaphandriers de la CACG sont capables d'intervenir jusqu'à 50 mètres sous l'eau. Encadrée par un Chef Opérateur Hyperbare expérimenté, l'équipe de plongeurs réalise des missions d'auscultation, diagnostic et réparations subaquatiques sur ouvrages ou installations submergées.

À SAVOIR

50 kg d'équipement par plongeur, dont 17 kg pour le casque.



RAZISSE

Nos mécaniciens scaphandriers à la rescousse

La retenue de Razisse, située à quelques kilomètres d'Albi, est utilisée pour la production d'hydroélectricité et pour la distribution d'eau potable. Géré par Véolia, le barrage fait l'objet d'importants travaux d'entretien et de rénovation. OTV (Véolia) a mandaté une équipe de la CACG composée de mécaniciens et électromécaniciens scaphandriers.

Leur mission : installer une vanne (3 tonnes) et son système de commande hydraulique à l'entrée de la conduite qui alimente en eau la microcentrale et la station de traitement d'eau potable, à 20 mètres de profondeur. Ce chantier hors du commun a mobilisé les 6 plongeurs professionnels de la CACG pendant 3 semaines. Un tour de force compte tenu de l'exiguïté de la conduite dans laquelle ils ont travaillé ! ▲

ENVIRONNEMENT

Répondre aux nouveaux enjeux

La CACG donne une longueur d'avance aux projets des territoires. Dans un contexte de changement climatique et de pression accrue sur les milieux, elle fait de l'environnement une priorité majeure. Afin d'inscrire les territoires dans la durée, ses ingénieurs et techniciens mènent des projets vertueux qui concilient enjeux environnementaux et économiques.

➤ PRÉSERVER LES NAPPES PHRÉATIQUES

p. 32-33

➤ MAÎTRISER LES MARÉES

p. 34-35

➤ PRÉVENIR LES INONDATIONS

p. 36-37

➤ ASSURER LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

p. 38-39

PRÉSERVER LES NAPPES PHRÉATIQUES

BASSIN SEVRE NIORTAISE

19 Réserves de substitution à l'horizon 2021

La Sèvre Niortaise est une des trois principales rivières qui alimentent en eau le Marais Poitevin. Sur ce territoire de 100 000 hectares, doté d'un parc régional naturel réputé pour la richesse de sa faune et de sa flore, qui est aussi la 2ème zone humide de l'hexagone après la Camargue, l'économie repose essentiellement sur l'agriculture : maraîchage, élevage, céréales.

LA PROBLÉMATIQUE – Depuis les années 2000, un déséquilibre important existe entre la demande en eau et la ressource disponible, avec des conséquences sur le niveau des nappes phréatiques. Le déficit estival des bassins d'alimentation du Marais est alors estimé à plus de 40 millions de m³. Les acteurs de l'eau du bassin se mobilisent pour définir et mettre en œuvre un ensemble d'actions et de mesures pour rétablir l'équilibre.

LE DÉFI – préserver l'équilibre des milieux aquatiques et réduire le niveau d'irrigation sans impact sur l'économie. Depuis 2010, plusieurs initiatives :

- L'Agence de l'Eau Loire-Bretagne (AELB) a réalisé une étude de préféabilité pour la création de réserves de substitution sur le bassin de la Sèvre Niortaise et sur deux de ses affluents (La Courance et Le Mignon). Un potentiel de 10 millions de m³ d'eau stockée en réserves de substitution est identifié.

- Un Contrat Territorial de Gestion Quantitative (CTQG) a été établi en parallèle : un ensemble de mesures et d'actions ont été adoptées pour accompagner la réduction du volume prélevable pour l'irrigation estivale de 17 millions de m³ (de 24,3 millions de m³ en 2005 à 7,3 millions de m³ en 2021).
- La COOP de l'Eau 79, créée en 2011, a été reconnue par l'AELB en tant que maître d'ouvrage des projets de réserves de substitution. Elle réunit 80 % des irrigants des bassins concernés.

LE PROJET – Il prévoit la création de 19 réserves de substitution pour diminuer les volumes prélevés dans le milieu en période d'étiage. En hiver, lorsque la ressource est excédentaire, les retenues sont remplies en respectant la satisfaction des objectifs environnementaux. Au printemps et en été, la ressource stockée est disponible pour l'irrigation.

OBJECTIF – permettre aux irrigants de maintenir leurs activités agricoles dans les meilleures conditions.

LES MISSIONS CONFIÉES À LA CACG

– En 2012, la Coopérative de l'Eau 79 a choisi la CACG pour produire le Dossier d'autorisation Loi sur l'Eau Installations Ouvrages Travaux d'Aménagement (DLE IOTA).

UN DOSSIER DE 4 000 PAGES

– Il a mobilisé environ 2 000 jours de production CACG sur la période 2012-2017. Le document comprend le DLE IOTA et les permis d'aménager des réserves. En janvier 2017, il a été considéré « complet et recevable » par les services de l'Etat chargés de l'instruction pour un ensemble de 19 réserves de substitution représentant un volume d'eau d'irrigation de 8,4 m³. L'enquête publique a été réalisée en suivant, du 27 février au 29 mars 2017. ▲



Maud Bousquet,
Animatrice de la Coopérative de l'Eau
79, Chambre d'agriculture 79

LA CONCERTATION, UN POINT FORT

Nous avons mené un véritable travail d'équipe avec la CACG. Dans ce dossier, la démarche participative a été un point fort : pas moins de 102 réunions ont été organisées pour préparer ce projet. Même si l'aspect technique est important, la concertation est indispensable à la prise en compte des problématiques locales ! C'est pourquoi 8 réunions publiques ont également été organisées durant l'enquête publique.

FOCUS COMPETENCES



LA COOP DE L'EAU 79 A CHOISI L'EXPERTISE CACG POUR LA RÉALISATION DU DOSSIER DLE-IOTA :

- Connaissance de la réglementation et des principes s'appliquant à ce type de dossier
- Coordination bureaux d'études spécialisés et d'experts individuels pour la production de l'étude d'impact : naturalistes, écologues, paysagistes, hydrogéologues, géotechniciens, juristes, architectes
- Rôle d'ensemblier de la production
- Maîtrise de la gestion collective de prélèvement dans le contexte particulier du Marais Poitevin
- Conception des retenues, normes de sécurité appliquées aux ouvrages hydrauliques
- Ingénierie financière appliquée aux projets mobilisant des aides publiques
- Expérience de l'animation des réunions de comités techniques, de comités de pilotage et de communication publique

TROIS QUESTIONS À...

ALEXANDRA EHINGER
Chargée de mission
Environnement



AU CŒUR DU DOSSIER, LA PROTECTION DES ESPÈCES

Comment choisit-on l'implantation des réserves ?

Mon travail consiste à identifier et comprendre les enjeux locaux en matière d'environnement. Je travaille avec les deux bureaux d'études chargés de réaliser les volets naturalistes de l'étude d'impact. Il s'agit d'appréhender l'aménagement – retenue et canalisations – pour évaluer son empreinte et l'optimiser. Nous avons ainsi décidé d'abandonner 4 sites sur lesquels les réserves de substitution auraient eu un impact négatif sur les espèces d'avifaune de plaine, notamment l'outarde canepetière. Cette décision a été prise par le maître d'ouvrage en concertation avec les associations de protection de l'avifaune, le service biodiversité de la DREAL.

Quelles mesures sont prises pour réduire les impacts ?

En phase de conception, les principes généraux de préservation des écosystèmes sont appliqués. Par exemple, les réseaux de canalisations devront longer les routes et infrastructures existante pour éviter d'altérer les écosystèmes en place. Localement, des mesures plus spécifiques à certains milieux ou espèces sont adoptées : les périodes de fauche seront adaptées et aucun pesticide ne sera utilisé pour l'entretien des espaces aménagés. Des espaces dédiés aux espèces seront également mis en place : zones enherbées aux abords des ouvrages, surfaces favorables à l'avifaune de plaine...

Comment arriver à un consensus ?

Le dialogue est important pour bien comprendre les enjeux. Il faut réussir à mettre autour de la table les équipes techniques (environnement, maîtrise d'œuvre, hydrogéologues), le maître d'ouvrage, les agriculteurs, les associations environnementales et les services de l'Etat (DDT, DREAL et ONEMA). Pour négocier et arbitrer !

AUXANCES

6 réserves collectives en projet

Confrontée à des déséquilibres quantitatifs, la Coopérative de Gestion de l'Eau du bassin de l'Auxances souhaite créer 6 réserves de substitution de prélèvements en eau pour réduire les prélèvements dans le milieu naturel en été (- 66 %) sans affecter l'irrigation. Ce projet est issu du Contrat Territorial de Gestion Quantitative qui accompagne la réforme pour l'usage de l'eau en irrigation.

Après avoir réalisé les études techniques (2013-2015), la CACG a été mandatée pour :

- La constitution du dossier d'autorisation : étude d'impact,
- 6 permis d'aménager, une déclaration de projet.
- Le suivi de l'instruction et de l'enquête publique



LE DOSSIER – 5 000 pages, 66 plans, 50 réunions – a été finalisé en 2016, il a été déposé par la coopérative le 29 juillet. ▲



MARAIS POITEVIN

3 nouvelles réserves en 2016

LE CONTEXTE – En 2013, la CACG a remporté les Délégations de Service Public d'eau brute d'irrigation des bassins de la Vendée du Lay. 15 réserves de substitution doivent être aménagées sur les 2 bassins.

SUR CE GRAND PROJET, LA CACG ASSURE 2 MISSIONS

La gestion de projet

- Montage de l'opération : définition des besoins en eau, autorisations de passage, contrats avec les usagers, budget de l'investissement, financements, responsabilité juridique, animation, relation avec les acteurs.
- Maîtrise d'œuvre : conception des ouvrages, études spécialisées, choix des entreprises par appels d'offres, pilotage de la construction, mise en service
- Suivi environnemental des travaux : mesures d'accompagnement

L'exploitation

- Fonctionnement des installations : remplissage des réserves, fonctionnement des stations de pompage et réseaux de distribution
- Maintenance courante des réserves et des stations, sécurité des ouvrages, renouvellement des organes défectueux
- Gestion collective des prélèvements : concertation via la commission locale de gestion, mise en œuvre de la gestion décidée, aide à la décision des partenaires, relevés de compteurs, facturation.

2016 : LES RÉSERVES SONT OPÉRATIONNELLES

Bassin de la Vendée : les réserves de Pouillé (857 000 m³, 530 points de pompage, 9 exploitants raccordés) et de Nalliers (822 900 m³, 5 points de pompage, 13 exploitants raccordés). Sur la réserve de Pouillé, le Syndicat Mixte Vendée Sèvre Autizes a souhaité planter des espèces mellifères et engager une réflexion sur la préservation des abeilles : réduction des produits phytosanitaires sur les exploitations agricoles, ruche témoin, animation pédagogique... Une démarche qui va dans le sens de l'engagement de la CACG pour la gestion durable de la ressource en eau et la biodiversité.

Bassin du Lay : la réserve de Saint-Benoist (431 000 m³, 3 points de pompage, 8 exploitants raccordés). ▲



À SAVOIR

Sur 15 réserves en projet, 11 sont déjà livrées.

MAÎTRISER LES MARÉES



BARRAGE DU BRAUD (85)

Remise en état et continuité écologique

Construit au début des années 60, ce barrage à la mer, situé dans l'estuaire du Lay, assure l'évacuation des eaux douces du bassin versant et la défense contre les remontées de la mer dans le bief amont. Il constitue également un bassin de chasse permettant de nettoyer l'estuaire maritime des sédiments qui s'accumulent à l'aval du barrage. En 2014, une étude réalisée dans le cadre du Plan d'Action de Prévention des Inondations a mis en évidence la nécessité d'une remise en état de l'ouvrage pour assurer sa durabilité. Le Syndicat Mixte Marais Poitevin Bassin du Lay a confié une mission de maîtrise d'œuvre classique à la CACG : avant-projet, dossiers de consultation des entreprises, rédaction des consignes de surveillance de l'ouvrage... ▲



CONTREBOTH DE VIX (17)

Une mission de maîtrise d'œuvre

En 2015, dans le cadre de la démarche Plan Submersions Rapides (PSR), le Syndicat Mixte Vendée Sèvre Autizes (SMVSA) a commandé les diagnostics de 4 ouvrages impliqués dans la gestion hydraulique du Marais Poitevin. Parmi eux, le Contreboth de Vix a fait l'objet d'un projet de réhabilitation. Le SMVSA visait 4 objectifs :

- Réhabiliter les parties de l'ouvrage dégradées
 - Assurer une résistance à la surverse de l'ouvrage de front de mer
 - Sécuriser la gestion de l'ouvrage par une reprise des vanneries
 - Sécuriser les accès à l'ouvrage par une reconstruction des passerelles
- Le chantier a été livré en 2016, la CACG a assuré la maîtrise d'œuvre et le suivi des travaux : rénovation des vannes, remplacement du porte à flots, réfection de l'automatisme. ▲

PRÉVENIR LES INONDATIONS



LA NESTE D'ARREAU

Identifier les zones inondables

Le service Prévision des crues de la DREAL Occitanie a commandé à la CACG une étude de modélisation hydraulique et une cartographie des zones inondables de la Neste d'Arreau à la Confluence Garonne. **OBJECTIF** : apporter des éléments d'aide à la décision au Référent Départemental Inondation sur la base de 6 scénarios de débit, pour transmission au Préfet et à la Protection Civile en cas de crise, notamment de secteur à évacuer. ▲



BARRAGE LURBERRIA

Étudier l'impact d'une rupture

A la demande de l'Agglo Sud Pays Basque, la CACG a révisé l'étude hydrologique du barrage de Saint-Pée-sur-Nivelle (64) et cartographié l'onde de rupture de l'ouvrage. **LA MÉTHODE ?** Le GRADEX pour l'étude hydrologique, les résultats de simulation du logiciel RUBAR3 et les données LIDAR exploitées par SIG pour les 9 cartographies des zones inondables. Objectif ? Comprendre l'impact du barrage sur les crues, évaluer les conséquences d'une rupture de l'ouvrage. ▲



LOURDES (65)

Conforter les berges du Gave

Les dernières crues du gave de Pau ont considérablement érodé les berges du gave de Pau dans le quartier Soum de Lanne. A proximité, plusieurs maisons sont menacées par un risque de glissement de terrain. La ville de Lourdes a sollicité la CACG pour réaliser des études et assurer la maîtrise d'œuvre des futurs travaux de confortement des berges. Un avant-projet a été livré en 2016. ▲



(R&D) ADOUR 2050

Modéliser le changement climatique

Comment estimer les impacts du changement climatique sur la gestion de la ressource en eau et sur les milieux aquatiques ? L'étude prospective Adour 2050, menée par le groupement ACTEON-FUTURIBLE pour le compte de l'Institution Adour, envisage plusieurs scénarios sur le périmètre du bassin versant de l'Adour et des fleuves côtiers du Pays Basque.

ANTICIPER – La CACG est impliquée dans la démarche via le développement d'un outil

de modélisation spécifique à partir des éléments du territoire et de leurs interactions. Celui-ci doit permettre d'appréhender et simuler les situations de pénurie ou d'excès d'eau, de mesurer le risque inondation. Le modèle évalue l'impact des scénarios sur différents critères (risque de non-respect des DOE, état des milieux, inondations...), en combinant des données quantitatives spatialisées (projections de l'hydrologie naturelle...) et des approches qualitatives issues du travail de prospective. Lancée en 2016, cette étude sera finalisée en 2018. ▲

ASSURER LA TRANSITION ENERGETIQUE

HYDROÉLECTRICITÉ

Continuité écologique pour Païcherou

En octobre 2015, l'Etat a cédé le seuil de Païcherou à la ville de Carcassonne. Un projet de restauration de l'ouvrage est en cours, des travaux importants de sécurisation doivent être réalisés : remise en état du seuil en pierres bétonnées, restauration des vannes de la rive droite et de la prise d'eau du Canal de l'Île. Avec trois impératifs : assurer la continuité écologique, intégrer le projet dans la ville, trouver une solution de financement de type concession avec production d'énergie renouvelable. Les aménagements prévus doivent permettre la production d'une énergie 100 % locale et renouvelable à proximité du bassin de consommation.

C'est dans le projet !

- Génie civil : confortement du seuil et des berges, égalisation de la crête du seuil
- Vantellerie : rénovation - automatisation de vannes, pose de clapets
- Continuité écologique : 1 passe à poissons multi-espèces, 2 passes à anguilles...
- Installation d'une microcentrale hydroélectrique
- Insertion paysagère du projet : débarcadères à canoës, maintien de la ripisylve, intégration de la centrale et des bâtiments annexes, parcours pédagogiques...
- Réalisation d'un dossier de demande d'autorisation unique : loi sur l'eau, étude d'impact, demande d'occupation du Domaine Public Fluvial, règlement d'eau... ▲



DIJELLA BAGOUDOU,
Chargée de mission
développement territorial



Nous avons porté une attention particulière à l'intégration du projet sur son territoire. La CACG a travaillé sur l'ensemble des thématiques – environnement, tourisme, loisir, aménagement urbain, énergie... – pour que tous les enjeux soient bien pris en compte. Un projet optimisé sur un site remarquable ! »

La Société
de projets
« Les énergies
de la cité »

a été créée en 2016
pour porter le projet Païcherou.
Associés fondateurs :
CACG, NGE Concession et 2EI.

CUZAC

Un barrage, une centrale hydroélectrique et une écluse

L'entreprise aveyronnaise Ondulia a sollicité l'expertise de la CACG pour définir des aménagements répondant à tous les usages sur le Lot : production d'hydroélectricité, navigation... Le dossier, réalisé entre septembre 2015 et mars 2017 comporte :

- Des études topographiques, bathymétriques, géotechniques, hydrauliques
- Une étude de faisabilité pour l'aménagement d'un barrage (100 mètres de large), d'une centrale hydroélectrique et d'une écluse. ▲



SUR LE GAVE DE PAU, À ORTHEZ

Un projet de barrage mobile

Le groupe SUO Energie, nouvel exploitant de l'unité de production hydroélectrique d'Orthez, souhaite lancer un chantier de réhabilitation de l'ouvrage pour améliorer la production d'énergie, renforcer la sécurité et assurer la continuité écologique.

Les aménagements prévus :

- Le rééquipement de la centrale existante en rive droite par une turbine de capacité moindre
- La création d'une nouvelle centrale sur l'îlot central en amont des vannes existantes, restituant dans le bras mort en aval de la centrale rive droite
- La mise en place d'un plan de grille ichtyo-compatible en amont du canal de dérivation rive droite
- La création d'un barrage mobile en aval du barrage existant et la démolition de ce dernier.

En 2016, la CACG a produit :

- Une étude des impacts en crue de l'aménagement (modélisation hydraulique 2D),
- Une étude géotechnique des aménagements
- La conception du barrage mobile. ▲

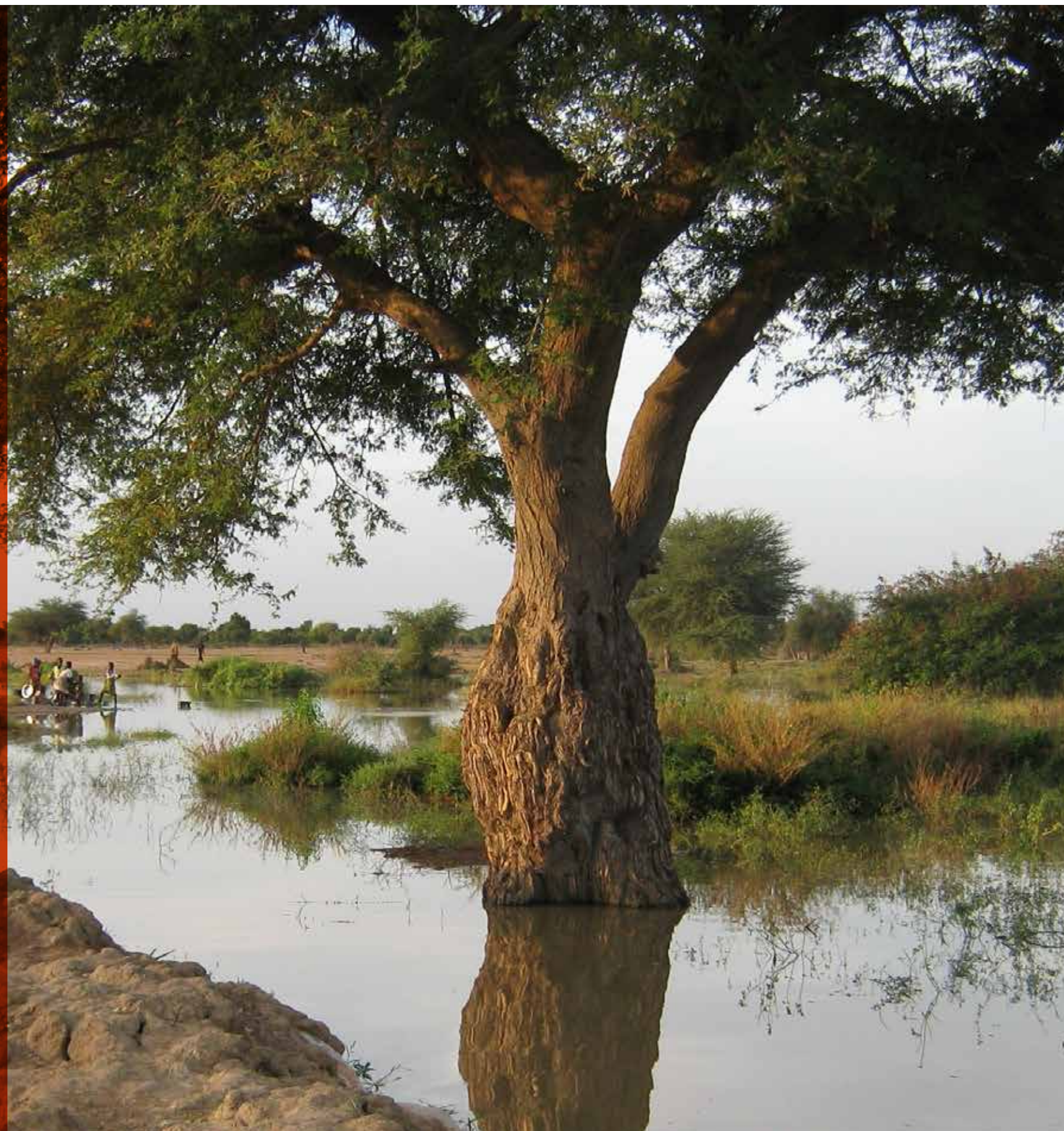
INSTITUTION ADOUR

L'hydroélectricité, source de financement

A la demande de l'administration, l'Institution Adour doit réaliser des travaux de mise aux normes des passes à poissons de 6 seuils de stabilisation du Gave de Pau et de l'Adour. En 2016, elle a confié à la CACG la réalisation d'une étude de faisabilité d'aménagements hydroélectriques qui pourraient financer les travaux. La CACG a mené l'étude sur deux mois en 2016, elle a apporté une expertise technique et une aide à la décision sur les thématiques hydrologiques, foncières, juridiques, environnementales, règlementaires, financières, rentabilité. ▲

INTERNATIONAL Développer nos partenariats

En 2016, la CACG a renforcé ses partenariats avec plusieurs pays du sud. Présente en Afrique de l'Ouest depuis une cinquantaine d'années, elle est engagée dans des démarches d'échange et de co-construction durables au Sénégal, au Mali, au Burkina Faso... Sur place, la CACG apporte son expertise en matière de développement hydro-agricole et de gestion de l'eau. Elle se mobilise aux côtés de « sociétés sœurs » et d'organismes internationaux pour un développement nord/sud équilibré.





COOPÉRATION CACG/ SAED

Une nouvelle dynamique

Partenaires depuis plus de 30 ans, la CACG et la Société nationale d'Aménagement et d'Exploitation des terres du Delta du fleuve Sénégal (SAED) ont signé un nouveau protocole de partenariat le 29 juillet 2016. Les deux "sociétés sœurs" ont souhaité intensifier les partages d'expérience et organiser des actions communes en matière d'aménagement hydro-agricoles et de gestion du service de l'eau d'irrigation.

Sur deux ans (2016-2017) la coopération CACG/SAED est renforcée dans quatre domaines :

- Echange et benchmark
- Innovation
- Relations usagers et collectivités
- Suivi environnemental

Au programme : des études, des rencontres, des séminaires, des formations. ▲

TROIS QUESTIONS À...



SAMBA KANTE
Directeur général
de la SAED

Quels sont les nouveaux enjeux pour la SAED ?

Aujourd'hui, la SAED est à un tournant décisif en tant que Société d'aménagement et de gestion de l'irrigation dans un pays du Sahel. Elle est au cœur du combat hautement stratégique pour l'autosuffisance et la sécurité alimentaires du Sénégal : 57% des besoins nationaux en riz sont attendus de la Vallée du fleuve Sénégal.

En quoi le partenariat qui lie la SAED et la CACG y contribue-t-il ?

Etre en partenariat avec des sociétés sœurs comme la CACG nous aide à mener une réflexion stratégique pertinente et définir des réponses appropriées. Les échanges que nous avons pu avoir avec les équipes de la CACG ont été une bonne source d'inspiration.

Pour l'essentiel, les actions inscrites dans ce partenariat portent sur les orientations actuelles et futures de la SAED. Nous allons bientôt engager l'élaboration de notre douzième lettre de mission qui va fixer nos objectifs stratégiques et opérationnels pour les prochaines années.

Quelles sont vos attentes pour le futur ?

Nous comptons renforcer ce partenariat et collaborer sur un certain nombre d'actions :

- Renforcer les échanges entre nos directions générales sur le pilotage de Société spécialisées dans l'aménagement.
- Développer un projet de télédétection visant à fournir à la SAED et aux bailleurs des indicateurs d'évolution de la production agricole dans la vallée du fleuve Sénégal, basés sur le traitement d'images satellites à haute résolution.
- Favoriser les retours d'expérience de la CACG pour appuyer la SAED dans l'atteinte des objectifs de sa Lettre de mission, notamment en matière d'accompagnement des collectivités locales et de conduite des relations avec les usagers de l'eau d'irrigation.
- Accentuer les retours d'expérience de la SAED vers la CACG sur les nouveaux défis sociaux, environnementaux, économiques et politiques en lien avec l'agriculture irriguée au Sénégal et en Afrique.

LE PARTENARIAT CACG/SAED A PLUS DE 40 ANS

1970

Début de la relation CACG/SAED : implantation de la CACG sur le delta du fleuve Sénégal.

1991

Plan directeur d'Aménagement de la Rive gauche du Sénégal après la mise en service du barrage de Manantali.

1996

Signature du 1^{er} partenariat SAED/CACG

2015

Signature du 1^{er} partenariat quadripartite SAED/CACG/SCP/BRL

CACG, BRL ET SCP

La SAED renouvelle son partenariat

Soutenue par l'Agence Française de Développement à hauteur de 1 million d'euros, la SAED a signé un nouveau partenariat avec les 3 Sociétés d'Aménagement Régional (CACG, BRL, SCP). Sa vocation : renforcer ses compétences pour assurer les missions de maîtrise d'ouvrage que lui confie l'État sénégalais. Les 3 SAR se sont engagées à mettre leurs expertises complémentaires à la disposition des équipes de la SAED :

- Planification et suivi-évaluation (technique, administratif, financier)
- Gestion des aménagements, de l'eau et de l'environnement
- Conseil et assistance aux collectivités locales
- Politiques de développement des filières agricoles

Un partenariat dit « modèle » qui suscite l'intérêt d'autres sociétés d'aménagement ouest-africaines. ▲



ORGANISATION POUR LA MISE EN VALEUR DU FLEUVE SENEGAL (OMVS)

Un partenariat technique, contractuel et environnemental sur 4 ans

L'OMVS réunit 4 pays frontaliers : la Guinée, le Mali, la Mauritanie et le Sénégal. Elle a créé une société de patrimoine, la SOGED, pour assurer la gestion et l'exploitation du barrage de Diana.

- Le 8 août 2016, la CACG a signé un protocole de partenariat technique (outils de gestion de l'eau, optimisation de la maintenance), contractuel (contractualisation des usages, tarification, facturation, recouvrement) et environnemental (suivi quantitatif de l'eau, préservation des têtes de bassin du massif du Fouta Djallon...) avec l'OMVS (2016-2020).

Des chantiers communs seront menés dans les domaines suivants :

- Elaboration d'un modèle tarifaire
- Appui à l'amélioration des performances commerciales : procédures et outils de facturation, recouvrement, communication, concertation et démarche clientèle
- Programme géomatique : partage de données, outils de télédétection, cartographie...
- Exploitation et maintenance des infrastructures et gestion de l'eau : accompagnement, modèle de gestion opérationnelle et de contrôle, lutte contre les plantes aquatiques envahissantes...
- Aménagement et protection des têtes de sources dans le massif du Fouta Djallon
- Mise en place d'un Observatoire du massif du Fouta Djallon. ▲

À SAVOIR



EN 2016,
la CACG a reçu 2 délégations africaines à Tarbes : 6 représentants de l'OMVS pour la signature du partenariat technique, contractuel et environnemental (2016-2020), une délégation de la SAED.



MALI

2 millions d'hectares à irriguer

La CACG assiste la Banque Mondiale dans la préparation du projet d'irrigation d'Alatona, une immense plaine (l'Office du Niger) de 2 millions d'hectares, dont 1 million d'hectares irrigables et 120 000 hectares déjà irrigués. Sur la première phase du projet, la CACG a assisté le bailleur de fonds impliqué dans le projet. **Une première tranche a été aménagée :** la capacité du système d'adduction primaire a été renforcée par dragage et

élargissement des canaux principaux, les ouvrages de régulation ont été modernisés, la route d'accès à Alatona a été refaite, les agriculteurs locaux ont bénéficié de nouveaux logements. **Un nouveau projet est à l'étude :** l'irrigation d'une surface de 9 000 hectares pour favoriser l'agriculture commerciale et familiale. Une phase de concertation est engagée avec l'ensemble des parties prenantes. ▲

MAROC

De l'eau pour la plaine du Saïss

LE CONTEXTE – La nappe phréatique ne fournit plus assez d'eau à ce plateau sur lequel vivent plus de 2 millions d'habitants qui ont développé des activités agricoles à forte valeur ajoutée (viticulture, arboriculture, maraîchage). **LA SOLUTION** – Le groupement CACG, WSP et Dodalis Conseil étudie – pour le compte de la Banque Européenne de Reconstruction et de Développement (BERD) – la possibilité d'acheminer de l'eau depuis un ouvrage existant pour sécuriser et conforter la production agricole sur cette zone à forts enjeux économiques. La CACG apporte son expertise technique en ingénierie et agroécologie. ▲



TIERS SUD

Développer les filières céréalières

Le projet d'amélioration de la Productivité Agricole et de la Sécurité Alimentaire dans le Tiers Sud du Sénégal a pour objet de développer les filières céréalières - riz, mil, sorgho, maïs et sésame - essentielles pour la population. **La SODAGRI, maître d'ouvrage délégué du projet Tiers Sud** est accompagnée par le groupement CACG-Soned Afrique et IRAM qui l'aide à définir le projet, évaluer les impacts sociaux et environnementaux, conduire les études techniques, constituer les dossiers d'appels d'offres. Le groupement, dont la CACG est mandataire, a réuni toutes les compétences nécessaires : hydraulique, agronomie, économie, sociologie, pédologie, géotechnique, aménagement, dessin, topographie, évaluation d'impact environnemental et social.

DEUX ÉTAPES POUR LE GROUPEMENT

La réalisation d'un avant-projet de développement agricole

- Identification du projet Tiers Sud d'un montant estimé à 50 millions d'euros
- Éléments de chiffrage des travaux de réhabilitation de 1 500 hectares de parcelles irriguées
- Éléments d'identification pour 700 hectares bas-fonds à aménager
- Éléments sur les risques environnementaux

La formulation du projet final

- Etude agro-pédologique et réalisation d'une carte d'aptitude des sols sur 2 200 hectares
- Etude des filières de production, calcul des besoins en eau
- Montage institutionnel du projet et modèle de gestion
- Enquêtes socio-économiques
- Etude foncière
- Schémas de réhabilitation et d'aménagement des parcelles
- Evaluation des coûts, des bénéfices, des retombées économiques. ▲



TCHAD

Améliorer les conditions de vie et de sécurité alimentaire des populations pastorales

Le Programme de Renforcement de l'Elevage Pastoral (PREPAS) dans les régions du Batha, du Wadi Fira et de l'Ennedi Ouest, financé par la Coopération Suisse sur 12 ans et réparti en 3 phases, vise 3 objectifs :

- Faciliter l'accès à l'eau et aux pâturages : construction et réhabilitation de puits, balisage de tronçons d'axes de transhumance
- Accéder à des services vétérinaires et des aliments pour le bétail
- Donner la possibilité aux organisations des éleveurs (OPE) de défendre leurs intérêts
- La maîtrise d'ouvrage est assurée par la Délégation de la Coopération Suisse au Tchad dans le cadre de sa coopération avec la République du Tchad.

CA 17 International, mandataire d'exécution de la première phase (2014 – 2018)

- En mai 2014, CA 17 International a mis en place l'Unité de Coordination Technique et Fiduciaire (UCTF) à Abéché, composée d'une équipe de 9 cadres expatriés et nationaux spécialisés dans les projets d'appui à l'élevage pastoral en zone sahélo-saharienne, de 3 responsables régionaux et d'une dizaine de personnels d'appui.
- L'UCTF, avec l'appui de CA17 International, a délégué pour l'exécution de l'ensemble des activités du Programme en régie directe. ▲



ZOOM SUR LA SYNERGIE GROUPE



Dans le cadre du projet Tchad, une équipe d'experts en géophysique et hydrogéologie de la CACG est venue enrichir le groupe de travail constitué par CA 17 International. Une collaboration efficace pour la création de puits destinés à abreuver le bétail transhumant sur une zone appelée le « biseau sec ».

LE BILAN À FIN 2016

- Réhabilitation et construction de 27 puits dans les 3 régions d'intervention
- 10 parcs de vaccination, 10 magasins d'aliment bétail et 10 pharmacies pastorales
- Appui à la structuration et à la formation des Organisations Professionnelles d'Éleveurs
- Appui en cours au système public de santé animale dans les régions d'intervention
- Démarche d'appui à la mise en œuvre d'Activités Génératrices de Revenus auprès des femmes
- Mise en place du système de suivi-évaluation du Ministère de l'élevage.

TROIS QUESTIONS À...

FRANÇOIS BAUDOUIN
Directeur
de CA17
International



Comment vous êtes-vous mobilisés pour accompagner les dynamiques locales ?

L'accompagnement des dynamiques portées par les acteurs eux-mêmes est essentiel à nos yeux, car c'est la seule façon d'assurer une pérennité des actions engagées. Sur cette thématique, les équipes de CA 17 International sont, par exemple, intervenues en 2016 auprès de communautés d'éleveurs au Tchad, pour les accompagner dans la mise en place d'organisations représentatives capables de défendre leurs intérêts et alimenter les politiques publiques locales. Auprès des collectivités territoriales au Burkina Faso, pour mettre en place des commissions de concertation concernant le foncier, le développement rural et l'aménagement du territoire. En appui direct aux entrepreneurs et organisations interprofessionnelles au Niger en vue de sécuriser les productions locales.

99%
des contrats
signés par CA 17
International sont
à long terme

Dans quels pays avez-vous accompagné des politiques publiques dédiées aux zones rurales ?

Cette année, nous avons travaillé avec les hauts fonctionnaires du Kosovo et du Burkina Faso. Pour le premier en appui au Ministère de l'Agriculture dans l'élaboration et la mise en œuvre de sa stratégie nationale de conseil agricole. Pour le second, en appui à la Direction Générale du Foncier Rural. En 2017, nous devrions également intervenir en appui au Ministère de l'Agriculture marocain dans le cadre de son plan « Maroc Vert ».

Quel a été le périmètre de vos activités en 2016 ?

CA 17 International a maintenu sa croissance en 2016 et a renforcé sa présence sur le terrain avec plus d'une centaine de personnels mobilisés dans 7 pays, de l'Afrique de l'Ouest aux Caraïbes. Plus que jamais, notre approche est fondée sur une complémentarité entre des actions dites « micro » – des initiatives très concrètes et en appui direct au profit des populations locales – et une démarche dite « macro », c'est-à-dire un appui aux hauts fonctionnaires des pays bénéficiaires pour les accompagner dans la mise en place et le suivi-évaluation de politiques publiques en corrélation avec les besoins des zones rurales et les enjeux de demain.

BURKINA FASO

Projet d'Appui aux Communes de l'Ouest du Burkina Faso (PACOF)

Le Projet est financé par l'Agence Française de Développement (2014-2019), il porte sur la Gestion du Foncier Rural et des Ressources Naturelles (PACOF/GRN) par les Communes. **L'OBJECTIF** : contribuer à la croissance et réduire la pauvreté par la sécurisation foncière des acteurs ruraux, la promotion d'une gestion durable et concertée des ressources naturelles.

LA MAÎTRISE D'OUVRAGE : elle est assurée par le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques, de l'Assainissement et de la Sécurité Alimentaire (MARHASA) qui souhaite opérationnaliser la loi sur le régime foncier rural, en lien avec les dynamiques de développement économique communal durable.



CA 17 INTERNATIONAL, MAÎTRE D'ŒUVRE

Une Unité de Gestion du Projet a été constituée, composée de cadres nationaux et internationaux. Elle est chargée de coordonner et mettre en œuvre l'ensemble des appuis techniques aux 15 communes concernées par le PACOF. Elle assure également les tâches d'appui à la maîtrise d'ouvrage du projet et à la maîtrise d'œuvre du Fonds d'Investissement Communal portée par une agence nationale de financement des collectivités territoriales.

BILAN 2016

- Le lancement de deux activités capitales de la composante foncière :
 - les formations initiales des membres des Commissions Foncières Villageoises / Commissions de Conciliations Foncières Villageoises par les agents communaux des Services Fonciers Ruraux et les Animateurs Fonciers du Projet,
 - les diagnostics des potentialités et ressources naturelles des communes.
- La signature par le Fonds Permanent des Collectivités Territoriales de 122 contrats de financement pour les communes au titre de l'exercice 2016, dont 35 pour des projets communaux et 87 pour des projets de promoteurs.
- L'accompagnement des Commissions Communales de Concertation pour le Développement Rural dans un processus de définition d'une vision concertée de développement économique local. ▲



NIGER

Projet de Développement des Exportations de produits agro-sylvo-pastoraux (PRODEX)

Après le PRODEX 1 (2011-2014), la démarche se poursuit avec le PRODEX 2 (2015-2017) financé par la Banque Mondiale. **La feuille de route ?** Consolider les acquis de la première phase : valorisation, accès au financement bancaire, mise en place d'un système de gestion pour les jeunes entreprises du secteur rural bénéficiant du financement de leur « projet ».

LES OBJECTIFS RESTENT LES MÊMES

- Améliorer la compétitivité des filières au travers l'appui aux interprofessions
- Renforcer la sécurité alimentaire par l'appui au financement des Projets des promoteurs et l'intermédiation bancaire.

LE RÔLE DE CA 17 INTERNATIONAL

Mettre en œuvre l'Agence d'Exécution (AGEX) pour les filières oignon, niébé, bétail-viande-cuirs et peaux, sésame souchet et gomme arabique dans les régions de Tillabéri, Niamey, Tahoua et Agadez au Niger.

BILAN 2016

- Appui à la structuration inter professionnelle des filières visées :
 - 1 250 membres formés en gestion des organisations professionnelles,
 - 30 sessions de concertations entre les acteurs des filières réalisées
- Appui à la tenue de l'AG des membres du Conseil d'Administration des acteurs de l'Interprofession de la filière BVCP
- Intermédiation bancaire pour 10 promoteurs qui ont pu bénéficier de crédits individuels
- 5 PME appuyées dans l'accès au financement bancaire pour un montant total de 70 millions FCFA ; 23 autres dossiers sont en cours d'analyse dans les banques
- 484 promoteurs de micro-entreprises ont été formés en gestion d'entreprise, 176 nouveaux projets de promoteurs financés (105 en 2015 et 71 en 2016). ▲





HAÏTI

RESEPAG II, un contrat gagné en 2016

Le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR) met en œuvre une seconde phase du Projet de Renforcement des Services Publics Agricoles (RESEPAG II). Finalités :

- Renforcer la capacité du MARNDR à fournir des services agricoles au secteur
- Augmenter l'accès des petits producteurs aux marchés et la sécurité alimentaire
- Apporter une assistance financière en cas d'urgence agricole.

CA 17 International, Opérateur Prestataire de Services (OPS) pour l'octroi d'incitations agricoles et l'implantation des Champs-Écoles-Paysans dans le département du Sud (RESEPAG II)

- L'OPS intervient auprès de 5 000 agriculteurs (Cayes, de Cavaillon, Maniche et Camp-Perrin) sur les filières café, cacao, jardins agroforestiers (jardins créoles), riz, maïs, haricot, patate douce et maraîchage.

Les objectifs sur 25 mois de prestations :

- 5 000 agriculteurs bénéficiaires ciblés ont effectivement accès au Système d'Incitations et bénéficient à ce titre d'un appui technique et d'une assistance financière non remboursable pour adopter de nouvelles technologies susceptibles d'augmenter de façon durable les revenus tirés de l'agriculture
- Au moins 1 000 producteurs parmi les 5 000 bénéficiaires du Système d'Incitations participent à 50 Champs-Écoles-Paysans et bénéficient de l'accompagnement technique de 100 facilitateurs. ▲

MALI

Appui à la Chambre Régionale d'Agriculture de Ségou

La Phase 2 du Programme d'Appui au Développement de la zone Office du Niger (PADON 2), est financée par l'Agence Française de Développement (2015-2018).

CA 17 International assure une prestation d'assistance technique à la maîtrise d'ouvrage de sa composante 2.

Dans le cadre de la composante ADARSE du Projet PADON, CA 17 International mobilise une assistance technique en appui à la Chambre Régionale d'Agriculture (CRA) de Ségou pour :

- La mise en œuvre et l'exécution de son plan d'affaires 2014-2017
- La consolidation de son fonctionnement organisationnel
- Le renforcement de sa mission de concertation, de représentation et d'intervention
- La conduite de la maîtrise d'ouvrage déléguée de la composante 2 du PADON 2
- L'appui au développement d'une offre de services et de prestations technico-économiques à l'intention des agro-entrepreneurs
- L'appui pour la relance du Fonds Régional d'Appui au Développement du Secteur Agricole (FRADSA). ▲



KOSOVO

Stratégie nationale de conseil agricole

CA 17 International a déployé une équipe d'assistance technique (2014-2016) en appui au Ministère de l'Agriculture, de la Forêt et du Développement Rural (MAFRD).

OBJECTIFS : renforcer ses services de conseil agricole et améliorer la qualité des services techniques de ses laboratoires.

BILAN 2016

- Ouverture de 31 centres municipaux d'information pour l'agriculture
- Formation et certification de 130 conseillers agricoles privés et publics
- Appui à la définition des bases légales pour le Département de Conseil Agricole du MAFRD
- Définition de la stratégie et propositions d'amélioration organisationnelle du Département de Conseil Agricole du MAFRD
- Alignement avec les requis de l'Union Européenne
- Activités terrain : conseil économique aux agriculteurs, réflexion sur la place de la femme dans les filières agricoles, formation et information aux agriculteurs, analyses de sols. ▲

TROIS QUESTIONS À...

BERTRAND DAYOT Chef de mission (expert expatrié)



Quel a été le contexte d'intervention de CA 17 International en Haïti en 2016 ?

Nous avons débuté un nouveau contrat pour le compte du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR).

OBJECTIF : opérationnaliser le Système d'Incitations du Projet de Renforcement des Services Publics Agricoles (RESEPAG II)

dans le Sud d'Haïti et mettre en place un réseau de Champs-Ecoles-Paysans (CEP) associé. Malheureusement, ce projet a été ajourné suite au passage de l'ouragan Matthew début octobre. Le MARNDR a sollicité CA 17 International pour des actions d'urgence.

Quelle aide avez-vous pu apporter ?

Quelques jours après l'ouragan, nous avons pu nous rendre aux Cayes dans le sud. Nous avons découvert des zones rurales décimées, des exploitations agricoles détruites, la perte d'une grande part du cheptel, des dégâts sur l'ensemble des infrastructures urbaines (voiries, habitat). Dans ce contexte, CA 17 International a mis en œuvre un contrat « d'urgence » d'une durée

de 2 mois. Il s'agissait d'appuyer la mise en œuvre d'un mécanisme allégé d'incitations agricoles au bénéfice de plus de 3 000 producteurs dans le cadre de la campagne de relance de la production de haricots, une légumineuse très nutritive à cycle court, de manière à répondre aux besoins alimentaires.

Quelles sont les perspectives à court terme ?

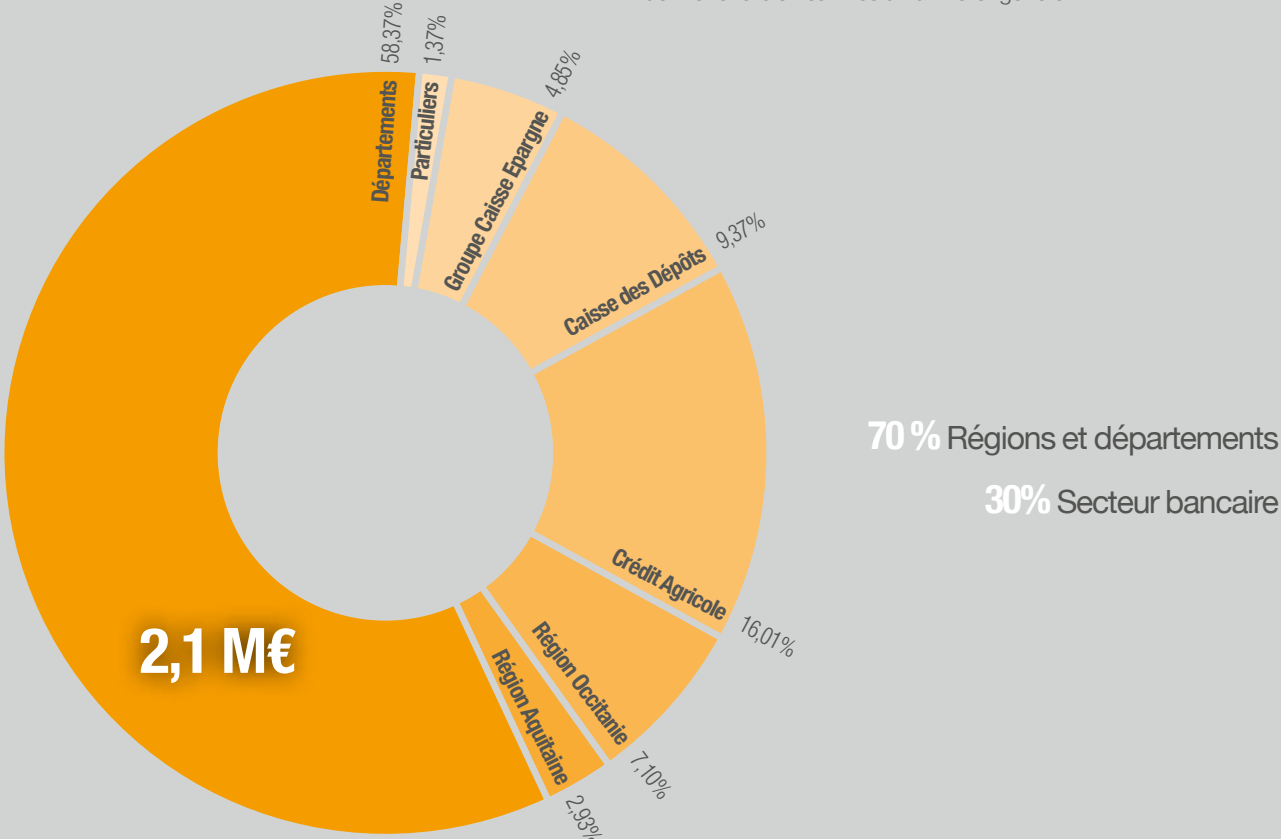
Les populations sinistrées se sont mobilisées en un temps record mais le sud connaît encore de grandes difficultés. CA 17 International devrait être mandatée pour un nouvel appui dans le cadre de la prochaine campagne agricole. Il concernera 8 000 producteurs de maïs, haricots et maraîchage.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Un capital
social
de 2,1 millions
d'euros

La CACG est une société anonyme d'économie mixte. À ce titre, son capital est réparti entre des actionnaires publics (départements et régions Nouvelle Aquitaine et Occitanie principalement) et privés (organismes bancaires).

- Chaque actionnaire désigne son représentant physique qui siège au sein du Conseil d'Administration de la CACG (un élu pour les collectivités publiques).
- Le Conseil d'Administration est composé de 18 administrateurs (dont un administrateur salarié) et de 8 censeurs.
- Leur rôle est de représenter les actionnaires et de prendre ensemble les décisions qui permettront à l'entreprise de mener à bien sa mission d'intérêt général.



au 1^{er} septembre 2016

ADMINISTRATEUR

RÉGION NOUVELLE AQUITAINE
Pierre Cheret,
Président

HAUTES-PYRÉNÉES
Bernard Verdier,
Vice-Président

CHAMBRE RÉGIONALE
D'AGRICULTURE OCCITANIE
Henri-Bernard Cartier,
Vice-Président

ADMINISTRATEUR INDÉPENDANT
Claude Miqueu,
Vice-Président

RÉGION OCCITANIE
Jean-Louis Cazaubon

ARIÈGE
Patrick Laffont

GERS
Francis Dupouey

HAUTE-GARONNE
Gilbert Hebrard

LANDES
Gloria Dorval

LOT
Danielle Deviers

LOT-ET-GARONNE
Marcel Calmette

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
**Veronique
Lipsos-Sallenave**

TARN
Daniel Vialelle

TARN ET GARONNE
Jean-Philippe Besiers

CAISSE DES DÉPÔTS
ET CONSIGNATIONS
Emmanuelle Siri

CHAMBRE RÉGIONALE
D'AGRICULTURE
NOUVELLE AQUITAINE
Jean-Pierre Goïty

CHAMBRE RÉGIONALE
D'AGRICULTURE OCCITANIE
Yves Da Ros

ADMINISTRATEUR SALARIÉ
Pascal Chisne

CENSEUR

RÉGION NOUVELLE AQUITAINE
Marie-Pierre Cabanne

DORDOGNE
Frédéric Delmares

CAISSE D'EPARGNE
MIDI-PYRÉNÉES
Yannick Villeneuve

PG INVEST -
GROUPE CRÉDIT AGRICOLE
Marc Didier

GROUPE CRÉDIT AGRICOLE
MUTUEL NORD MIDI-PYRÉNÉES
Bernard Houles

CHAMBRE RÉGIONALE
D'AGRICULTURE
NOUVELLE AQUITAINE
Philippe Badin

CHAMBRE RÉGIONALE
D'AGRICULTURE OCCITANIE
Christophe Canal

CHAMBRE RÉGIONALE
D'AGRICULTURE
NOUVELLE AQUITAINE
Olivier Cassou

ÉTAT

COMMISSAIRE
DU GOUVERNEMENT
Pascal Mailhos,
Préfet de région Occitanie

CONTÔLEUR D'ETAT
ÉCONOMIQUE ET FINANCIER
Jacques Marzin,
Directeur Régional
des Finances Publiques
d'Occitanie, représenté
par **Marc Alarçon**,
Contrôleur budgétaire
régional

COMMISSAIRE AUX COMPTES
Alain Salles, KPMG

La Rochelle ● Vendée

Bruch ●

Cazères-sur-l'Adour ●

● Verdun-sur-Garonne

● Toulouse

Tarbes ●

● Castelnau-Magnoac

SIÈGE SOCIAL

Agence de Tarbes
Chemin de Lalette
CS 50449- 65004 Tarbes Cedex
Tél. +33(0)5 62 51 71 49

CA17 INTERNATIONAL

Agence de La Rochelle
22 rue Eugène Thomas
17 000 La Rochelle
Tél. +33(0)5 46 68 32 17

Agence de Toulouse

Centre INRA - BP 32144
31321 Castanet-Tolosan Cedex
Tél. +33(0)5 62 19 34 34

Agence de Castelnau-Magnoac

34, rue des 4 Vallées
65230 Castelnau-Magnoac
Tél. +33(0)5 62 39 81 54

Agence de Verdun-sur-Garonne

1063, route d'Auch
82600 Verdun-sur-Garonne
Tél. +33(0)5 63 64 45 33

Agence de Vendée

Le Grand Nauvert
85490 Benet
Tél. +33(0)2 51 51 13 45

Agence de Bruch

Chemin départemental 119
47130 Montesquieu
Tél. +33(0)5 53 95 22 28

Agence du Moyen Adour

3255, route des Pyrénées
40270 Cazères-sur-l'Adour
Tél. +33(0)5 58 71 91 91

www.cacg.fr

DIRECTEUR
DE PUBLICATION
Alain Poncet

COORDINATION
DE LA PUBLICATION
Communication CACG
Claire Gaudout

RÉDACTION
ET CONSEIL ÉDITORIAL
Florence Elman

CONCEPTION GRAPHIQUE
Céline Demay

PHOTOGRAPHES
Laurent Pascal,
Franck Chevallier

CRÉDITS PHOTOS
Photothèque CACG,
FLICKR : Frédérique Nanassac,
Alain Joseph, Yves Jalabert,
José Manuel Armengod,
MEDDE,
Couverture : Manu Topic

IMPRESSION
Escourbiac l'imprimeur
Imprimé sur papier :





CACG

Valorisons votre territoire

COMPAGNIE D'AMÉNAGEMENT
DES COTEAUX DE GASCOGNE

Chemin de Lalette
CS 50449 - 65004 Tarbes cedex

Tél. +33 (0)5 62 51 71 49
E-mail : cacg@cacg.fr

www.cacg.fr